THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

# ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 74 Octobre 2017

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Publication «CCIA-BML»

# À l'heure de la politique fiscale

Mohamed Choucair

*C'est incontestablement le problème du moment. Avec la nouvelle hausse des impôts et des taxes ainsi que la redéfinition de la grille des salaires, nombre de propositions de réformes voient le jour. Pour que ces changements n'accentuent pas le déséquilibre dans l'édifice de la fiscalité au Liban, il est impératif de s'entendre d'abord sur les critères socio-économiques qui doivent guider toute réforme.*

## Unicité de l'impôt

L'article 83 de la Constitution prévoit l'annualité et l'unicité des recettes et des dépenses. Il a fallu que le conseil constitutionnel nous le rappelle en abrogeant la loi 45 promulguée en septembre 2017 en rapport avec la loi 46 approuvant la hausse des salaires en faveur des fonctionnaires et agents du secteur public. Il s'agit d'un principe de gestion financière qui interdit l'octroi de recettes déterminées à des dépenses particulières afin d'assurer la révision annuelle des priorités et de réduire les dépenses improductives ou non urgentes si elles risquent d'affecter l'équilibre du budget.

Les gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la guerre civile ont négligé cette loi en voulant assurer des recettes équivalentes à toute nouvelle dépense. Il n'y avait plus lieu de réviser les priorités puisque les recettes étaient assurées en vue de ces dépenses. Les bénéficiaires de dépenses non urgentes ou improductives avaient le bon argument pour les garder au budget. Or si les dépenses sont certaines, les recettes demeurent elles incertaines. La hausse des taxes réduit l'assiette de l'impôt, plus encore en période de crise.

## Stabilité de l'impôt

L'investisseur est plus sensible à la stabilité qu'au niveau de l'impôt. ▶▶

**p5.** Le Liban face à un risque de crise systémique ? (II)

**p7.** Alain Bifani : Les impôts étaient inévitables

**p11.** Carlos Ghosn : La bonne gouvernance

**p13.** Jean-Paul Vermès : Un pays qui ne crée pas est un pays en voie de disparition

**p15.** La CCIA-BML applique les objectifs du développement durable

**p19.** La CCFL lance «Au cœur des relations franco-libanaises 1950-2017»

**p21.** First Italian Arab Business Forum

**p23.** Zaspykin supports «Tripoli, economic capital of Lebanon» initiative

**p29.** Delegation of Zahle and Bekaa Chamber to CHINA

L'index page 2

*Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.*
*The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.*

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

En effet, l'instabilité suscite toujours des anticipations négatives chez les hommes d'affaires.

Il est dommage que l'État ait eu recours à une majoration arbitraire de plusieurs lignes d'imposition avant d'en étudier l'impact social et économique et de penser une politique fiscale de développement.

## Les fondements d'une politique fiscale

L'impôt doit être économique et équitable. Il ne doit pas nécessiter des coûts excessifs de contrôle et/ou de perception. Il doit tenir compte de la capacité à payer du contribuable. Ainsi l'impôt sur le revenu, qui est en principe proportionnel et juste, nécessite une administration développée capable de limiter la fraude alors que la taxe sur la valeur ajoutée, qui assujettit pauvres et riches au même prélèvement pour un même produit ou service, a un rendement deux fois supérieur à la moyenne des taxes.

En tenant compte de ces contingences techniques, l'impôt a une fonction distributive qu'implique le droit social. Tout citoyen, du fait même de son appartenance à la nation, a droit à un minimum qui corresponde au potentiel économique de ce pays. Ce potentiel est généralement exprimé par le revenu per capita en pouvoir d'achat comparé.

Une partie de ces revenus est attribuée indirectement à travers les avantages sociaux accordés à titre gracieux comme la santé et l'éducation, une autre dans le différentiel des prélèvements fiscaux, et une troisième financièrement (assurance chômage, retraite, indemnités familiales et aides à ceux qui sont dans l'impossibilité de travailler).

Sur la base de ce qui précède, on peut tenter de définir les premières actions qui seront confirmées par une étude exhaustive de la situation actuelle et des objectifs à atteindre :

1. Créer auprès du ministère des Finances un département technique en charge d'évaluer en permanence la rentabilité des impôts et de suggérer l'élimination des moins rentables et leur intégration dans le service le plus proche.
2. Soumettre à la prochaine session parlementaire le budget de l'État qui englobe l'ensemble des recettes et dépenses de l'année suivante, sans distinction ni affectation particulière.
3. Exempter les revenus personnels inférieurs à trois fois le salaire minimum de l'impôt, appliquer une progression réduite à la base et forte sur les très hauts revenus individuels.
4. Maintenir fixe l'impôt sur le revenu des sociétés pour donner un sentiment de stabilité à l'investisseur. Appliquer sur les profits très élevés un taux compensatoire des allègements fiscaux pour éviter le déficit budgétaire.
5. Ramener la TVA à 10% pour donner un signal positif quant à la stabilité fiscale et au caractère social de l'imposition.

La refonte du système fiscal doit non seulement mieux répondre aux exigences sociales mais en même temps enrayer le déficit du budget national.

# INDEX

*En français*

**p3.** Actu du mois

**p5.** Le Liban est-il réellement face à un risque de crise systémique ? (II)

**p7.** Alain Bifani : Déclarés ou cachés, les impôts étaient inévitables

**p9.** Conjurer le déficit commercial chronique : mission impossible ? (I)

**p11.** Carlos Ghosn : La bonne gouvernance c'est être capable de décider

**p13.** Jean-Paul Vermès : Un pays qui n'innove pas et ne crée pas est un pays en voie de disparition

**p15.** La CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban applique les objectifs du développement durable du plan mondial de l'ONU

**p17.** Atelier national de développement des capacités des employeurs à l'AIL

**p19.** La CCFL lance «Au cœur des relations franco-libanaises 1950-2017»

*In English*

**p21.** First Italian Arab Business Forum: Towards further collaboration between Italy and Arab countries

**p23.** Zaspykin supports «Tripoli, economic capital of Lebanon» initiative

**p27.** UNDP and BIC Lazio launch Digilab in South Lebanon

**p29.** Delegation of Zahle and Bekaa Chamber to CHINA

**p31.** CCIA-BML certified exports in the first half of 2017 Report Summary

**p33.** Lebanon in Figures

**p35.** Upcoming Trainings

**p36.** Exhibitions

**p36.** Conferences

**p37** . Business Opportunities

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# ACTU DU MOIS

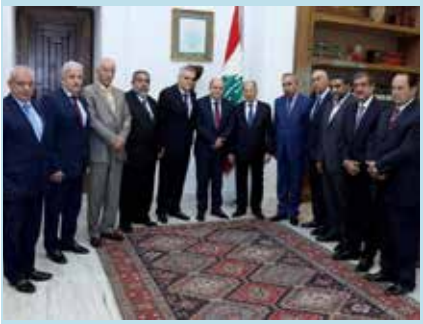
## Depuis le Grand Sérail, Saad Hariri parraine le lancement à l'ESA du master entrepreneurs HEC

En septembre 2018, le master entrepreneurs de HEC-Paris ouvrira ses portes à l'École supérieure des affaires (ESA) à Clémenceau. Derrière cette initiative réside un partenariat entre la grande école de commerce française, l'école supérieure de Beyrouth (ESA) et la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. La conférence de presse s'est tenue le 24 octobre dernier au Sérail sous le parrainage du président du conseil des ministres, Saad Hariri. Cet événement avait la symbolique d'un hommage rendu à Rafic Hariri qui avait posé la première pierre de l'ESA il y a plus de 20 ans, main dans la main avec l'ancien président de la République française Jacques Chirac. À cette occasion, le Premier ministre était entouré de l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher et des initiateurs de cette initiative ; les présidents respectifs de HEC-Paris, Jean-Paul Vermès et de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair ainsi que du directeur général de l'ESA, Stéphane Attali, du président d'Alumni HEC-Chapitre Liban, Nicolas Boukather et d'un parterre de personnalités politiques, diplomatiques et économiques. Former les entrepreneurs de très haut niveau d'aujourd'hui et de demain pour favoriser la création d'entreprises, soutenir l'économie, l'inclusion sociale, la lutte contre le chômage afin de rendre le Liban plus compétitif est un des objectifs de ce nouveau master.

## Boecker lance un certificat de santé et de sécurité professionnelle

Le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a participé le 18 octobre dernier à la cérémonie de lancement du certificat de santé et de sécurité professionnelle par la société mondiale pour la santé publique Boecker Public Health. Mohamed Choucair a estimé que cette initiative donne de l'espoir car elle inscrit le Liban durablement sur la carte économique régionale et mondiale, notant que «le certificat de santé et de sécurité professionnelle avait été approuvé par la Commission royale pour la santé environnementale en Grande-Bretagne». Il a ensuite félicité la société et son président Michel Bayoud. «Cette étape bénie, nous souhaitons vivement qu'elle permette à Boecker de développer ses activités au service du Liban, économiquement et écologiquement», a poursuivi le dirigeant. Mohamed Choucair a par ailleurs rappelé le partenariat réussi concernant la sécurité alimentaire qui lie la Fédération des chambres de commerce libanaises et Boecker, lequel a permis de former plus de 1 500 personnes sur le territoire libanais. En clôture, il a salué les actions d'endurance, de créativité et les réalisations du secteur privé libanais en assurant qu'«il est temps pour le gouvernement de donner la primauté à l'économie en lançant, comme promis, un plan économique intégré qui s'occupe essentiellement de créer un environnement approprié et stimulant pour l'investissement».

## Le gouvernement nomme enfin 71 membres du conseil économique et social



Après plus de quinze ans de négligence et de paralysie, le conseil économique et social (CES) s'est enfin vu attribuer des effectifs le 12 octobre dernier lors de l'approbation par le conseil des ministres de la nomination de 71 de ses membres issus des différents secteurs d'activité représentés au Liban. Mohammad Seifeddine a été désigné directeur général de ce conseil. Les nouveaux membres devront élire neuf d'entre eux au conseil d'administration, qui élira à son tour le président et le vice-président du CES. Roger Nasnas, président sortant du CES, s'est félicité de cette mesure «attendue depuis des années». «Nous espérons que durant la prochaine phase, ce conseil pourra jouer le rôle pour lequel il a été créé», a-t-il ajouté.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# ACTU DU MOIS

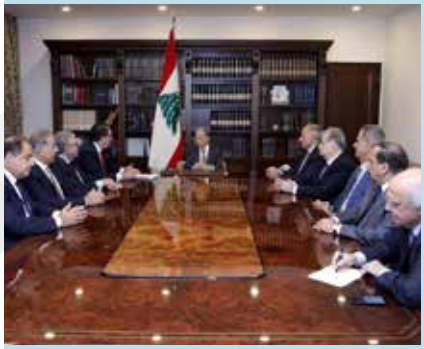
## La troisième édition du Beirut Art Film Festival placée sous le signe de la liberté

Depuis sa création, le BAFF s'est notamment donné pour mission d'accompagner le travail d'autres Libanais et Libanaises, chercheurs, réalisateurs, ONG, artistes et archéologues… et de contribuer à éveiller et à mobiliser la jeunesse partout sur le territoire autour du patrimoine, vecteur essentiel du vivre ensemble, destin de ce pays et son message au monde. Unique dans sa conception, original dans sa mise en œuvre, le BAFF n'est pas une compétition, n'offre pas de lauriers, c'est une grande fête dédiée à l'art avec ce que la télévision et le cinéma peuvent offrir de plus beau !

• Du 14 au 19 novembre 2017, le BAFF Intramuros investit les deux salles de cinéma du Metropolis-Empire-Sofil, avec une sélection de cinquante documentaires.

• Du 6 au 25 novembre 2017, le BAFF Extramuros va à la rencontre des publics éloignés de la capitale, organisant plus de cent cinquante projections dans les établissements scolaires, les universités, les centres culturels… Depuis trois ans, le BAFF se développe porté par une double générosité : des mécènes libanais et internationaux fidèles au rendez-vous et une équipe de bénévoles dynamiques, motivés, menée tambour battant par Alice Mogabgab. Le BAFF n'est pas un festival isolé dans sa tour d'ivoire, et s'associe à des «acteurs sociaux», offrant quatre soirées à quatre associations caritatives dont la solidarité est le crédo : l'AFEL, Brave Heart, Myschoolpulse et CAP-HO.

## Michel Aoun reçoit une délégation économique présidée par Mohamed Choucair



Le président de la République Michel Aoun a rencontré le 5 octobre dernier, au palais de Baabda, une délégation des organismes économiques présidée par le président des Chambres de commerces libanaises. Le chef de l'État a assuré à ses hôtes que «le dialogue économique qu'il a appelé de ses vœux se réitèrera chaque fois que nécessaire afin d'atteindre ensemble les objectifs fixés». Il a aussi affirmé qu'il n'y aurait aucun retour sur les mesures prises pour le contrôle des revenus et des dépenses, afin de lutter contre la corruption. À l'issue de la réunion, Mohamed Choucair a notamment déclaré : «La rencontre a été plus que parfaite avec le président et nous l'avons informé de notre rencontre avec le Premier ministre Saad Hariri et de notre réunion avec le ministre des Finances qui nous a permis de faire le point. Il y a encore le point sur la double imposition qui reste en suspens que le président Michel Aoun nous a promis de traiter».

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

| Surface Pub | Dimension | Prix |
|---|---|---|
| Page pleine | 21cm L x 30cm H | $ 1,000 |
| Demi-page | 21cm L x 14.5cm H | $ 600 |
| Quart de page | 9cm L x 14.5cm H | $ 400 |
| Manchette bas de page | 19cm L x 6cm H | $ 250 |

**Diffusion:** 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
**Website:** www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
**Call:** 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Le Liban est-il réellement face à un risque de crise systémique ? (II)

*Bachir el Khoury*

*Le risque de dérapage financier existe toujours, en dépit du vote par le Parlement d'une série de réformes fiscales et d'un Budget, après douze années d'une situation exceptionnelle. Ces démarches risquent néanmoins de rester orphelines face à l'ampleur des enjeux.*

Si le vote in extremis le mois dernier d'une série de mesures fiscales censées financer la nouvelle grille des salaires dans le secteur public - après le rejet par le Conseil constitutionnel du premier projet de réforme présenté par le gouvernement – a apaisé dans une certaine mesure les craintes sur le marché en éloignant le spectre d'un scénario grec qui semblait inéluctable, ce replâtrage isolé de toute vision économique à long terme et de plan stratégique d'assainissement des finances de l'État est loin d'avoir résolu la panoplie de problèmes structurels dont souffre le pays. À commencer par un déficit public chronique et croissant, lequel risque de se creuser davantage dans les années à venir, dans la lignée des deux dernières décennies, en l'absence de réformes structurelles et d'amélioration sensible du climat des affaires et du système de gouvernance.

## Le déficit public en hausse de 111% depuis 2011

Le déficit public a atteint un sommet historique de 5 milliards de dollars l'an dernier, contre 2,3 milliards en 2011 – alors que la dette avoisine désormais le seuil symbolique de 80 milliards de dollars (celle-ci a atteint 76,9 milliards fin juillet). Au début de la crise syrienne, elle s'élevait à 53,7 milliards, ce qui constitue une hausse cumulée de 43% en moins de six ans.

Quant au ratio de la dette par rapport au PIB, il frôle désormais les 150%, soit le troisième niveau le plus élevé au monde après le Japon et la Grèce.

Il s'agit du pire dérapage des finances publiques depuis la fin de la guerre civile – à l'exception de l'année 2006 où le ratio dette/PIB avait culminé à 180% après deux années de troubles majeurs marquées par une série d'assassinats politiques et une guerre avec Israël. Mais les conditions générales à l'époque, notamment sur le plan régional, étaient différentes, tandis que le déficit de l'État s'élevait, en dépit d'un bond de 60% en une seule année, à 3 milliards de dollars, bien moins donc que les 5 milliards de dollars actuels.

Dans un rapport publié en septembre dernier, le FMI soulignait d'ailleurs l'urgence de «placer l'économie sur une trajectoire viable et de freiner l'augmentation de la dette publique». L'institution internationale a en parallèle appelé à l'adoption d'un Budget dans les plus brefs délais – chose désormais faite après douze ans de fonctionnement sans cadre financier de base, mais de manière incomplète étant donné qu'aucun bilan comptable n'a été réalisé pour les 12 années précédentes, risquant ainsi de passer sous si-

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

lence de potentiels faits de dilapidation.

De son côté, l'agence de notation internationale Moody's, qui avait déjà mis en garde le Liban en octobre 2016 contre l'exposition croissante des banques locales au risque souverain, a dégradé fin août la note de la dette de B2 à B3, ainsi que les notes des trois principales banques du pays.

## Le pire évité ?

Si le scénario catastrophe a donc été évité de justesse le mois dernier en révisant à la hausse certains impôts, le déficit public se maintiendra au même niveau fin 2017 ainsi qu'en 2018, dans le meilleur des cas. Encore faut-il que les nouveaux impôts puissent couvrir la totalité du coût engendré par la révision salariale, estimé entre 800 millions et 1,2 milliards. Les salaires des fonctionnaires, en sus des indemnités de fin de service, allocations et retraites et autres avantages dont ils bénéficient ont déjà coûté 4,7 milliards de dollars en 2015, soit 35% des dépenses totales et 67% des dépenses primaires.

Le déficit risque même de se creuser pour des raisons qui ne sont pas forcément liées à la nouvelle grille de salaires, comme ce fut le cas au cours des douze dernières années alors qu'aucune révision à la hausse des salaires publics n'avait été entérinée. Les dépenses publiques ont presque doublé entre 2005 et 2016, passant de 6,8 à 13,5 milliards de dollars alors qu'aucun projet d'envergure ou d'investissement public majeur n'avait eu lieu, non plus, au cours de cette période.

## La hausse des impôts, une fausse bonne idée

La hausse des impôts, qui était donc indispensable pour éviter un crash financier en cas d'adoption de la nouvelle grille sans financement aucun, risque de ne pas produire l'effet escompté, tandis qu'elle pourrait porter préjudice à la consommation et à l'investissement, et par conséquent à la croissance, déjà atone depuis 2011.

> « SI LE SCÉNARIO CATASTROPHE A DONC ÉTÉ ÉVITÉ DE JUSTESSE LE MOIS DERNIER EN RÉVISANT À LA HAUSSE CERTAINS IMPÔTS, LE DÉFICIT PUBLIC SE MAINTIENDRA AU MÊME NIVEAU. »

Les industriels, qui souffrent d'un problème structurel de compétitivité, craignent entre autres que de nouveaux impôts augmentent davantage leurs coûts de production tandis qu'ils peinent déjà à écouler leurs marchandises sur le marché local et à l'export.

Quant aux banques, soumises à une pression croissante depuis plusieurs années, elles redoutent également l'impact d'un relèvement des impôts sur leur performance et leur profitabilité, sachant qu'elles constituent le premier créancier de l'État. Enfin, les consommateurs craignent une nouvelle érosion de leur pouvoir d'achat.

L'adoption de nouvelles mesures fiscales ne sera donc pas sans conséquences, y compris sur le plan purement financier. Si la croissance en est affectée, le ratio de la dette au PIB ne devrait pas reculer (étant donné la faible augmentation prévue du PIB).

## Voie alternative

L'État aurait pu pourtant assurer le financement de la nouvelle grille sans porter atteinte à l'économie ; à elle seule, une lutte sérieuse contre l'évasion fiscale aurait rapporté 1 milliard de dollars uniquement des impôts sur le revenu, selon plusieurs économistes, voire même 1,5 milliards, si d'autres manques à gagner étaient inclus, sachant que 50% des automobilistes ne paient pas de frais de mécanique et que 40% des usagers du courant national sont dans l'illégalité ou n'honorent pas leurs factures. Autre exemple de source de revenus potentiels que l'État aurait pu exploiter : les générateurs de quartiers, un secteur non taxé – car illégal mais tout de même reconnu d'usage public par l'Etat !– génère à lui seul 1,7 milliards de dollars par an sans que le Trésor n'encaisse une seule livre.

En somme, le risque d'un scénario grec a été momentanément éloigné mais non sans dégâts, tandis que ce vieux démon risque de ressurgir à tout moment dans les années à venir, tant que la classe politique n'a pas pris la courageuse décision et résolution appliquée en principe par toute caste responsable de la res publica : réformer.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Alain Bifani : Déclarés ou cachés, les impôts étaient inévitables

**Marilyne Jallad**

*Avec pédagogie, pragmatisme et sans langue de bois, le directeur général du ministère des Finances répond à toutes les questions que se posent les citoyens libanais quant à l'adoption de la grille des salaires dans le secteur public et l'augmentation de certains impôts en période de crise économique.*

**La hausse des impôts a défrayé la chronique. Vous semblez convaincu qu'il faut majorer les recettes pour augmenter la grille des salaires. Pourquoi ?**

En réalité, je n'ai jamais fait le lien entre la grille des salaires et la majoration des recettes. La nouvelle grille fait partie de la longue liste des dépenses budgétaires, et elle n'est qu'une correction très tardive des ajustements de salaires qui auraient dû se faire annuellement depuis les années 1990, en conformité avec la loi qui a été transgressée. Si la loi avait été appliquée, il n'y aurait eu aucun problème ni aucun excès. Deuxièmement, les dépenses budgétaires en général représentaient environ 16 milliards de dollars pour des recettes qui n'atteignaient pas 10 milliards de dollars avant les nouvelles lois, ce qui fait que le déficit devenait énorme du fait des choix irresponsables qui s'accumulaient. On a tendance à oublier que l'on n'a pas attendu la nouvelle grille des salaires pour démolir les fondements des finances publiques et mettre le pays dans une situation financière que personne ne nous envie. En clair, c'est à cause de politiques malsaines et du coût de la mauvaise gestion et de la corruption, que la population allait malheureusement être soumise à des ponctions régulières. Ces ponctions fiscales sont soit immédiates, on parle alors de hausses d'impôts, soit décalées et c'est l'endettement public qui annonce forcement une augmentation d'impôts à venir, en plus de faire porter à la population le poids d'intérêts encore plus élevés et d'un risque croissant d'instabilité financière. Les impôts étaient donc inévitables, de manière déclarée ou cachée. Or je pense que la manière insidieuse de faire porter les charges au citoyen sans le dire, c'est-à-dire par le biais de l'accroissement de la dette publique et de ses conséquences, est non seulement malhonnête mais aussi nuisible. Ce que je défends, ce n'est pas la majoration des recettes en tant que telle, puisqu'elle est de toute manière inévitable, mais c'est la répartition de la charge. Il est normal de faire peser un peu plus de poids sur ceux qui profitent de l'augmentation de la dette. C'est ce que font certaines mesures introduites. Autrement ce serait à ceux qui supportent les effets dévastateurs de la mauvaise gestion étatique qui devraient encore une fois porter ce poids alors qu'ils sont victimes de cet état de fait. Je veux qu'on dise clairement qui a été, et ou sera touché par chaque mesure fiscale. Ce débat doit être toujours présent, car il est seul à même d'introduire un peu d'équité dans notre système. Je suis également très attaché à rééquilibrer notre économie en faveur de l'investissement et du travail aux dépends des revenus de rente, parce qu'il est suicidaire de continuer à encourager les Libanais à ne pas produire et à les dissuader d'investir et de travailler. Or c'est précisément ce que notre fiscalité faisait jusque-là alors que nous avons un taux de chômage très élevé, que nos jeunes s'en vont par manque d'opportuni-

> « ON N'A PAS ATTENDU LA NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES POUR DÉMOLIR LES FONDEMENTS DES FINANCES PUBLIQUES ET METTRE LE PAYS DANS UNE SITUATION FINANCIÈRE QUE PERSONNE NE NOUS ENVIE. »

*Le directeur général du ministère des Finances, Alain Bifani.*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

tés et par dégout et que notre balance des paiements et notre compte courant sont négatifs. Le Liban doit retrouver le chemin de la productivité, c'est essentiel. Pour me résumer, le débat n'est pas de savoir s'il faut majorer les recettes ou non puisque cela est inévitable, avec ou sans augmentation des salaires dans la fonction publique. Il consiste plutôt à déterminer la nature des impôts qu'on introduit et quelles catégories de la population seront affectées. Certains ont failli réussir à occulter le vrai débat et à le transformer en une opposition ridicule «pour ou contre les impôts». Je suis moi-même contribuable et pas particulièrement féru d'impôts. Mais ne nous laissons pas prendre au jeu.

**Pourquoi ne tenez-vous pas compte du principe universel de «l'unicité de l'impôt», consacré par la Constitution et rappelé par le Conseil constitutionnel, pour obliger les ministères à réduire leurs exigences?**

L'unicité de l'impôt n'a absolument rien à voir avec les dépenses des ministères. Que les gens ne subissent pas de discrimination est un principe évident qui est corrélé à l'existence ou non d'un État de droit. Quant à obliger les ministères à réduire leurs exigences, cela est du ressort du Conseil des ministres et de personne d'autre sous notre Constitution. Cela dit, il est impératif de ne pas continuer de parler de réduction des dépenses à tout-va. La réduction est souvent bonne mais peut aussi être catastrophique. La réduction des investissements dans l'électricité et les télécommunications nous a menés à la catastrophe que nous vivons et nous a fait perdre beaucoup de recettes. Le soi-disant gel des embauches de fonctionnaires a mené à une autre catastrophe qui est celle des contractuels et des irréguliers. En bref, il ne faut pas dépenser moins, il faut dépenser mieux !

**La pression fiscale et quasi-fiscale (téléphonie mobile) dépasse les 30% dans une conjoncture fortement déflationniste, est-ce le moment de majorer les impôts?**

Cette question me ramène à ma première réponse. Arrêtons de jouer sur les mots. Si on accepte un déficit budgétaire tel que le nôtre depuis un quart de siècle, c'est qu'on sait parfaitement bien que la charge augmente sans arrêt sur les épaules du citoyen. La hausse des impôts n'est pas le débat, puisqu'il en va de la survie même du système. Vous n'avez pas remarqué que ceux qui s'opposaient farouchement aux mesures fiscales sous prétexte qu'on ne doit pas augmenter les impôts dans l'absolu du fait de la conjoncture sont allés négocier une hausse plus importante de la TVA en remplacement des nouvelles mesures proposées ? Vous pensez que le citoyen qui souffre de la conjoncture aurait préféré une TVA à 15% plutôt que l'impôt sur la plus-value immobilière ou l'assujettissement des établissements bancaires aux 7% sur les intérêts perçus ? Soyons sérieux. Chacun essaie de protéger ses intérêts, et cela est tout-à-fait normal, mais ce qui n'est pas normal, c'est que nous nous laissions prendre à dénaturer le débat. Ceux qui sont vraiment soucieux du citoyen devraient plutôt s'atteler à trouver des solutions rapides pour palier le coût et l'inefficience des services publics tels que l'électricité, l'eau et les télécommunications, ainsi que l'inefficacité des filets de protection sociale qui représentent les vrais problèmes du citoyen. Donnez aux gens de l'emploi, de la sécurité, réduisez la corruption, et assurez des infrastructures et des services à des prix acceptables, et à ce moment-là, ils seront presqu'heureux de payer des impôts.

> “DONNEZ AUX GENS DE L'EMPLOI, DE LA SÉCURITÉ, RÉDUISEZ LA CORRUPTION, ET ASSUREZ DES INFRASTRUCTURES ET DES SERVICES À DES PRIX ACCEPTABLES, ET À CE MOMENT-LÀ, ILS SERONT PRESQU'HEUREUX DE PAYER DES IMPÔTS.”

**N'est-ce pas le moment d'envisager une refonte du système fiscale de sorte à contribuer à une plus juste redistribution des revenus ? Ne serait-il pas plus avisé de demander la baisse de la TVA au profit d'autres taxes plus justes ?**

C'est justement pour cette redistribution plus juste des charges (et non pas des revenus) que nous devrions applaudir certaines des nouvelles mesures! Mais ne nous leurrons pas, cet exercice fiscal ne peut se faire tout seul, indépendamment d'une réforme plus vaste des finances publiques. Si les réformes se limitent à la fiscalité, certains problèmes structurels peuvent se trouver renforcés ou consacrés. Je vois que nous sommes d'accord pour la TVA, et je m'en réjouis. Peut-être pas encore une baisse, mais pas de hausse en tout cas.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Conjurer le déficit commercial chronique : mission impossible ? (I)

*Alors qu'Israël exporte à hauteur de 75 milliards de dollars par an et que les Émirats arabes unis viennent de mettre en place un ministère de «l'intelligence artificielle» pour doper leur production locale et diversifier leur économie tout en la tournant vers le futur, le Liban n'exporte qu'à hauteur de 3 milliards de dollars. Quelles sont les causes de cette faible capacité exportatrice et quels en sont les remèdes ?*

Un colloque sur le thème de l'industrie libanaise et du soutien aux exportations a été organisée le 23 octobre au siège du Conseil économique et social (CES), à quelques jours du lancement officiel du travail de cette institution paralysée depuis quatorze ans, après la désignation, tant attendue, de membres du comité de direction par décret gouvernemental. Parrainée par la Commission européenne à Beyrouth et le ministère du Travail, le débat a rassemblé un parterre d'acteurs du secteur industriel, le ministre de l'Industrie, Hussein Hajj Hassan, et plusieurs économistes, hommes d'affaires et responsables d'organismes économiques.

À cette occasion, le président du CES, Roger Nasnas, s'est félicité de la décision du gouvernement visant à donner vie à une plateforme «essentielle pour le dialogue entre le secteur public, le secteur privé et la société civile». Selon lui, celle-ci permet de déplacer les divergences et les tensions «de la rue vers une institution qui assure un débat constructif autour des politiques économiques et sociales». M. Nasnas s'est ensuite attaqué au sujet de l'industrie locale, soulignant la nécessité de soutenir et développer d'abord «l'industrie de la confiance dans l'État et l'avenir». «Nous avons besoin de protéger notre industrie, certes, mais cela ne pourrait avoir lieu sans une profonde réforme du secteur public et l'assainissement des finances de l'État, mais aussi une meilleure gestion du dossier des réfugiés et une modernisation de l'éducation au profit d'un marché de travail plus productif», a-t-il souligné. «Le pays a besoin d'une vision globale, seule garante d'un rétablissement de la confiance, d'une relance économique et d'une meilleure sécurité sociale», a-t-il conclu.

## Révision de l'accord commercial avec l'UE

De son côté, le président de l'Union des hommes d'affaires méditerranéens (BusinessMed), Jacques Sarraf, est revenu, lors de son intervention sur la négligence du secteur industriel par l'État depuis la fin de la guerre, rappelant qu'en 1991 le ministère de l'Industrie avait dû être annulé avant de fusionner avec le ministère de l'Économie, puis de devenir, seulement à partir de 1997, une entité à part. Il a plaidé en faveur de la création d'un ministère de l'Industrie étrangère, critiquant, non sans virulence, les causes structurelles à l'origine de la faible compétitivité de l'industrie locale ainsi que les conditions défavorables de certains accords commerciaux conclus par le passé notamment avec l'Union européenne. «Qu'il s'agisse du problème de l'électricité ou de la facture d'assurance sociale pour une entreprise, qui s'élève à 35% du coût global d'un employé, ou encore des frais douaniers élevés sur les matières premières, les conditions de production locales sont en sois pénalisantes tandis que le marché est déjà structurellement restreint (…). Lorsque j'exporte, ma société est ainsi dans l'obligation de vendre au prix de production et de ne réaliser aucun profit pour pouvoir uniquement se maintenir sur le marché international», a déploré le président de BusinessMed, également PDG du groupe Malia. «Quant à l'accord avec l'UE, il faut qu'on en discute avec nos partenaires européens, quitte à boycotter collectivement leur marché commun (…) l'Algérie l'a déjà fait», a-t-il ajouté appelant enfin à l'instauration d'une haute autorité de promotion de l'industrie, à l'instar de celle qui prévaut en Turquie et dans d'autres pays.

## Création de zones industrielles

Même son de cloche du côté du ministre de l'Industrie qui a également appelé à une révision de l'accord d'association avec l'UE, déplorant au passage les déséquilibres commerciaux avec nombre de pays, dont la Turquie. Hussein Hajj Hassan a dénoncé en parallèle l'absence d'un réel programme de relance industrielle au sein des gouvernements successifs, «mêmes si les ministres concernés en ont toujours disposés», évoquant une série de mesures susceptibles, selon lui, de pallier ne serait-ce que partiellement le problème de compétitivité. «La location à bas prix de terrains détenus par l'État et la création de zones industrielles font partie des solutions qu'il faut envisager tandis que le problème énergétique peut et doit être résolu. Il ne faut

▶▶

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

pas attendre l'extraction du gaz local pour baisser le coût de production lié à l'énergie, surtout que cela n'aura pas lieu avant huit ans», a souligné le ministre. «L'État peut également réduire la TVA sur les éléments entrants (inputs) destinés à la production industrielle, subventionner les frais de transport ainsi que le fonds de roulement et baisser l'impôt sur les profits générés à l'exportation», a-t-il ajouté. Si ces deux dernières mesures ont été mises en place par les autorités, l'effet escompté n'est pas encore au rendez-vous, ont souligné les experts.

## Lutte contre la concurrence déloyale et la contrebande

Pour le président de l'Association des industriels libanais (AIL), Fadi Gemayel, l'application et la fructification de la loi sur le partenariat privé-public (PPP) votée cet été ainsi que la lutte contre la concurrence déloyale font également partie des mesures pouvant améliorer la situation des industriels. Plusieurs intervenants ont d'ailleurs mis l'accent sur cette question, notamment la contrebande en provenance de Syrie ou l'existence d'usines illégales, estimées à quelques 2 000 structures - situées dans les camps palestiniens et autres zones hors contrôle de l'État ou instaurées par des réfugiés syriens - contre 4 500 entités industrielles enregistrées auprès du ministère de l'Industrie. Selon le président de la chambre de commerce de Beyrouth, Mohamad Choucair, «300 à 400 voitures rentrent illégalement chaque jour de Syrie, tandis que la contrebande de médicaments est aussi importante». Cette question capitale «doit être résolue politiquement», a-t-il insisté.

## Conjoncture régionale : peut-on faire sans ?

La situation dans la région a également été au cœur des discussions, plusieurs intervenants mettant l'accent sur l'impact négatif des tensions et guerres régionales et l'afflux massif de réfugiés vers le Liban sur l'économie en général, et l'industrie en particulier. La fermeture de la frontière syrienne, par laquelle transitaient 25% des exportations locales à destination des marchés arabes, a constitué, selon Jacques Sarraf, le «coup de grâce» en exacerbant les failles structurelles de l'économie et du secteur industriel. «Par conséquent, 388 usines ont fermé depuis 2011 tandis que le chiffre d'affaires du secteur a chuté de 10,5 à 8,8 milliards de dollars au cours des six dernières années», a précisé de son côté Fadi Gemayel. « Mais cela ne doit pas nous empêcher de nous attaquer aux racines du problème qui sont locales et de créer un écosystème propice au développement de notre industrie. Nous ne pouvons pas attendre la fin des conflits dans la région pour agir», a-t-il ajouté.

Les participants au colloque ont également abordé la question de la hausse des salaires et des impôts, soulignant l'impact négatif des dernières réformes sur le coût de production local et par conséquent sur la compétitivité des industriels.

## «Le Liban peut devenir un hub industriel»

Le président de l'AIL a ainsi proposé un plan en deux temps : augmenter à court terme les exportations de l'ordre de deux milliards de dollars en récupérant les 1,3 milliards «perdus» depuis le début du conflit syrien – celles-ci ayant chuté de 4 à 2,7 milliards depuis 2011 – et y ajouter 700 millions à un milliard de dollars en subventionnant les frais de transport jusqu'à la réouverture de la frontière libano-syrienne et en capitalisant sur la «diplomatie économique» et la promotion des produits libanais auprès de la diaspora. «Si chaque Libanais des 12 à 14 millions vivant à l'étranger consomme seulement 100 dollars par an de produits locaux, cela permettra d'augmenter nos exportations de plus d'un milliard de dollars», a-t-il insisté.

Ces mesures sont d'autant plus importantes que «chaque baisse d'un milliard de dollars du déficit commercial crée 64 000 emplois sur le plan local, sachant que le chômage atteint désormais 25% et 36% parmi les jeunes», a-t-il fait savoir.

À plus long terme, une stratégie nationale devrait selon lui être mise en place pour doper de manière sensible les exportations du pays et conjurer ainsi le déficit commercial chronique. Celle-ci serait basée sur les industries high-tech et à forte valeur ajoutée ainsi que sur l'implantation de grands producteurs étrangers dans divers secteurs, dont l'automobile. «L'installation de Renault à Tanger a engendré la création de 40 usines annexes au Maroc», a-t-il illustré à ce propos, rappelant les divers avantages comparatifs du marché local – du trilinguisme en passant par le niveau de qualification et la créativité des jeunes. «Rien n'empêche que le Liban devienne à l'avenir un centre industriel dans la région», à l'instar du Maroc en Afrique du Nord, a-t-il conclu.

*Un deuxième panel a été organisé regroupant l'économiste Roger Melki, le secrétaire général de l'AIL, Khalil Cherry, le consultant Roy Badaro et le président du comité des accords commerciaux au sein de la CCIA-BML, Naji Mouzannar. Vous trouverez l'article sur ce panel et les principales idées et suggestions des intervenants dans notre prochaine édition.*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Carlos Ghosn : La bonne gouvernance c'est être capable de décider

*Marilyne Jallad*

*Ils étaient plus de 700 personnes, chefs d'entreprises, entrepreneurs, étudiants et curieux à s'être déplacés dans les jardins de l'École supérieure des affaires le 2 octobre dernier pour assister à la conférence-débat animée par le PDG de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, numéro un mondial de l'automobile.*

L'homme d'affaires était l'invité d'exception de Stéphane Attali, directeur de l'ESA, pour une conférence intitulée «La bonne gouvernance : un chemin d'excellence des entreprises globales vers les entreprises familiales».

Comme l'a si bien souligné en ouverture le directeur de l'ESA, «la présence de Carlos Ghosn est pour nous tous un encouragement à entreprendre, à aller de l'avant et à bâtir». Stéphane Attali en a aussi profité pour remercier le président du conglomérat automobile, d'origine libanaise, de sa présence à nouveau dans l'établissement.

*le PDG de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi Carlos Ghosn.*

## Conseils d'un grand chef d'entreprise

Durant le débat modéré par Nicolas Boukather, président de la holding A.N.Boukather, spécialisé dans l'automobile, sur le thème des entreprises familiales qui constituent 95% du tissu économique libanais, Carlos Ghosn a prodigué ses précieux conseils de chef d'entreprise soulignant que «si l'objectivité pouvait parfois faire défaut dans la prise de décision, la vision à long terme des dirigeants de ce type d'entreprise représentait toutefois un atout considérable».

Le PDG de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, devenue numéro un mondial de l'automobile, a commencé par définir les grandes lignes de la bonne gouvernance des grands groupes internationaux en insistant sur la nécessité d'appliquer ces principes au management des entreprises familiales. «La bonne gouvernance est un outil nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise et non une fin en soi», a affirmé Carlos Ghosn, insistant sur l'importance d'appliquer les critères de «conformité, flexibilité, transparence, visibilité, équilibre et simplicité». «La bonne gouvernance, ce n'est pas seulement appliquer des règles, c'est aussi être capable de décider», a-t-il martelé.

## Le défi de l'objectivité dans les entreprises familiales

Il n'est pas toujours simple de prendre des décisions en toute objectivité lorsque l'on travaille

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

en famille. Le PDG du géant automobile recommande de «délimiter clairement les prérogatives de l'actionnariat de celles du management». Carlos Ghosn avertit: «Lorsqu'une entreprise atteint un certain degré de croissance, la famille ne peut pas toujours continuer d'assurer le management, surtout lorsque les héritiers sont nombreux et n'ont pas la même vision d'avenir». Carlos Ghosn préconise alors de céder dans ce cas le management à des personnes qualifiées et extérieures à la famille.

Pour réussir cette transition d'un management familial à un management extérieur, le PDG de l'Alliance conseille vivement aux entreprises familiales d'adopter «des règles claires et transparentes». «Les priorités doivent être la croissance de l'entreprise, les profits et leur durabilité. La transparence de la gouvernance est primordiale. Il faut assurer une traçabilité des décisions et s'assurer que celles-ci soient comprises par tous», a insisté Carlos Ghosn.

## Viser les marchés extérieurs et ouvrir le capital

Il a aussi appelé les entreprises familiales œuvrant au Liban à viser les marchés extérieurs pour assurer leur croissance et ouvrir leur capital au-delà du marché libanais qui reste petit. Pour planifier sa croissance, rappelle Carlos Ghosn, une entreprise familiale a besoin d'attirer des ressources humaines qualifiées. «Plus l'entreprise grandit, plus ses missions deviennent techniques, plus il s'agit donc de privilégier la compétence, au détriment de l'emploi des membres de la famille», a-t-il affirmé. Le

*Nicolas Boukather et Carlos Ghosn.*

PDG de l'Alliance conseille à ces sociétés d'opter pour l'export, «la clé pour réussir la croissance de son entreprise».

«Alors que les sociétés familiales représentent 95% des sociétés opérants au Liban, travailler sur une bonne gouvernance au sein de ces sociétés est essentiel pour préserver l'économie du pays sur court, moyen et long-terme», explique en marge de l'événement, le président de la holding A.N.Boukather.

> LE PDG DU GÉANT AUTOMOBILE RECOMMANDE DE «DÉLIMITER CLAIREMENT LES PRÉROGATIVES DE L'ACTIONNARIAT DE CELLES DU MANAGEMENT»

«On dit que 70% des sociétés familiales ne passent pas d'une génération à l'autre notamment en raison d'un non-alignement des valeurs et des visions entre les membres de la famille, d'un code de conduite, d'une mauvaise communication ou encore d'une mauvaise préparation de la prochaine génération», explique-t-il.

« Les grandes sociétés et conglomérats mondiaux ont une gouvernance solide et une transparence justifiant ainsi le choix de l'invité d'exception», ajoute le modérateur du débat. «Qui de mieux que Carlos Ghosn, a-t-il ajouté, chef de la plus grosse société automobile du monde, à la tête de trois entreprises pour apprendre de lui sur les moyens de transmettre ce savoir-faire des sociétés multinationales vers les sociétés familiales et pour savoir si c'est possible de mettre en application ces gouvernances dans des petits groupes familiaux?». La réponse que donne Nicolas Boukhater en clôture fait écho à celle de Carlos Ghosn: «oui c'est possible».

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Jean-Paul Vermès : Un pays qui n'innove pas et ne crée pas est un pays en voie de disparition

*À l'occasion du lancement officiel du master entrepreneur HEC dont l'ouverture est prévue en septembre 2018 à l'ESA, le président du conseil d'administration de l'école d'excellence et vice-président de l'ESA était de passage à Beyrouth.*

**Peut-on dire qu'un alchimiste est à la tête de HEC ?**

(Rires) L'alchimiste fait des miracles moi je ne cherche pas à faire des miracles à HEC, je cherche à faire en sorte que HEC fonctionne et soit la meilleure école en France, en Europe et peut-être un jour dans le monde. Il y a des équipes formidables et extrêmement compétentes au sein d'HEC pour réaliser cette ambition.

**Dans une interview dans L'Opinion, on dit de vous : «Chimiste de formation, J-P Vermès est surtout devenu un spécialiste de l'alchimie humaine, en effectuant l'essentiel de sa carrière dans la chasse de tête». Ce flair légendaire vous a-t-il valu de sélectionner le Liban pour y installer ce master HEC ?**

Vous n'avez cité que des noms connus, reconnus, voire célèbres: HEC, l'ESA, Clémenceau, il va y avoir l'Institut Charles de Gaulle car De Gaulle est aussi un homme éminent en France et au Liban. Notons que l'Institut Charles de Gaulle va s'installer sur le site de Clémenceau à l'ESA. Tout ceci fait que ça crée une mixité, un rapprochement qui est naturel. S'il n'y avait pas eu des éléments naturels à la base, ce serait plus difficile à faire. Là, nous ne faisons pas d'expérience chimique ni de mélange car les choses sont très harmonieuses et c'est le fait que la France et le Liban soit étroitement associés qui me semble essentiel.

**Comment expliquer cet attachement et cette confiance que HEC, la France et vous-même accordez au Liban ?**

Il y a un attachement viscéral de la France au Liban et vice-versa. Il faut en tenir compte pour faire des choses. Pourquoi aller chercher ailleurs ce que l'on a à disposition, c'est-à-dire la relation extraordinaire qui existe entre le Liban et la France depuis des dizaines et des dizaines d'années. Donc ce n'est pas quelque chose qui est inventé. Vous n'allez pas planter du blé sur un terrain à côté de celui qui donne déjà du blé extraordinaire, c'est évident.

**Le master entrepreneur lancé par l'ESA en partenariat avec HEC Paris et la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban est un pari solaire d'excellence en ces temps d'adversité. Quelle est la symbolique de ce nouveau partenariat que vous tissez aussi avec votre ami Mohamed Choucair ?**

J'ai dit hier à Mohamed Choucair que lorsque nous avons des amis comme lui, pas la peine d'en chercher d'autres (sourire). Il est vrai que ce partenariat est naturel.

*Jean-Paul Vermès, président du Conseil d'administration de HEC-Paris et vice-président de L'ESA.*

La plus belle de nos écoles dans le monde aujourd'hui au sein de la Chambre de commerce c'est HEC. Donc il n'est pas question pour l'instant d'installer HEC à Beyrouth mais un partenariat entre cette très belle école l'ESA, qui est présidée par l'ambassadeur de France et le gouverneur de la Banque centrale du Liban, c'est une formidable réussite. J'ai aussi la chance, le bonheur et l'honneur d'être leur vice-président au sein de l'ESA et c'est au sein de l'École supérieure des affaires que nous pouvons créer des partenariats pour enrichir l'ESA avec ce que HEC peut avoir de meilleur. Pour l'instant nous avons choisi l'entreprenariat parce que c'est ce que nous pensions être le plus efficace.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

*Les présidents Vermès et Choucair lors de la cérémonie de lancement du master entrepreneur au Grand Sérail .*

**Former les entrepreneurs de très haut niveau d'aujourd'hui et de demain pour favoriser la création d'entreprises, soutenir l'économie, l'inclusion sociale, la lutte contre le chômage afin de rendre un pays plus compétitif est un des objectifs du nouveau master.**

Aujourd'hui, un pays qui n'innove pas et ne crée pas est un pays qui est en voie de disparition. Cela est vrai pour tous les pays du monde. D'ailleurs, la Chine, qui n'est pas le moindre des pays, a décidé plutôt que de fabriquer à bas prix de passer au stade de l'innovation. Et ce n'est pas pour rien car 80% des produits qui existeront dans le monde dans dix voire quinze ans n'existent pas aujourd'hui, et nous le savons. Tout est à réinventer mais ceci ne peut être fait que par des gens qui ont envie d'innover et de créer, ceux-là sont des entrepreneurs. Il y a les entrepreneurs qui existent déjà et qui sont déjà sur le terrain, ces derniers devront créer et innover pour changer en se formant continuellement. D'autres qui ont ça «dans les tripes» si j'ose dire, il faut les aider à créer, à innover et à s'installer ; ce n'est pas toujours facile et on ne le fait pas toujours en se disant : tiens demain je m'installe et je vais créer quelque chose.

> « MÊME LE PRODUIT LE PLUS GÉNIAL N'EST PAS TOUJOURS LE PRODUIT QU'ON ARRIVERA À VENDRE. IL NE FAUT JAMAIS ÊTRE EN AVANCE, IL NE FAUT JAMAIS ÊTRE EN RETARD, IL FAUT ÊTRE AU BON MOMENT. »

Car créer un produit, innover, le mettre dans le droit fil des choses c'est un travail qui ne se fait pas par magie pure. Même le produit le plus génial n'est pas toujours le produit qu'on arrivera à vendre. Il ne faut jamais être en avance, il ne faut jamais être en retard, il faut être au bon moment. Le bon moment c'est toujours anticiper sur la qualité des produits qu'on va vendre mais c'est aussi avoir la capacité et le recul pour faire les choses et puis le dynamisme pour faire épanouir l'entreprise qu'on a créée.

**Au-delà de la coopération entre deux écoles d'excellence, il s'agit aussi de la coopération pleine de promesses entre la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France et celle de Beyrouth et du Mont-Liban. Plus que jamais, l'éducation est une arme culturelle et économique contre l'obscurantisme. Que dire de plus ?**

Plus le monde sera éduqué, moins il y aura de guerres. Les guerres se font souvent entre les gens qui n'ont pas recueilli toute l'éducation complète, cela vient de l'obscurantisme et du sectarisme. Mais les gens bien éduqués, bien formés, ne se font jamais la guerre. Or il est évident qu'un des partenariats essentiels entre les chambres de commerce c'est aussi l'éducation et la formation. C'est pour cela qu'au-delà de ce partenariat avec HEC, nous étudions actuellement avec Mohamed Choucair la possibilité d'installer ou de faire des essais ou de créer une école de cuisine parce que la plus belle école de cuisine en France et probablement dans le monde c'est Ferrandi. Ferrandi c'est une machine extraordinaire qui forme 2 000 étudiants par an pour faire des chefs de rang, des chefs de cuisine, des grands restaurateurs et des gens qui savent servir dans un restaurant.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# La CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban applique les objectifs du développement durable du plan mondial de l'ONU

*La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban représentée par son vice-président, Nabil Fahed, était l'hôte du Multi-Stakeholder SDG (Sustainable Development Goals) forum qui célébrait deux ans d'accomplissements du UN Global Compact Network-Liban, (le pacte mondial). Cet événement place le développement durable au cœur des préoccupations du Liban.*

«Les meilleures pratiques et les objectifs du développement durable» étaient un des panels au cœur du Forum Multi-Stakeholder SDG qui s'est tenu le 10 octobre dernier à la Business School de l'Université américaine de Beyrouth et qui a rassemblé un parterre de personnalités, d'entreprises et d'associations. Des sessions portant sur les priorités climatiques et la parité homme-femme dans l'emploi étaient aussi au programme.

Le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Nabil Fahed, s'est exprimé durant la session intitulée : «Meilleures pratiques pour les objectifs de développement durable des personnes», à savoir la mise en pratique par les pays adhérents des 17 objectifs de développement durable à l'horizon 2030 mis en place par l'ONU pour assurer la paix et la prospérité pour les peuples et la planète.

Lancé en septembre 2015, le Global Compact Network-Lebanon (GCNL) travaille étroitement avec le quartier général du UNGC (UN Global Compact) pour offrir des possibilités d'apprentissage, de dialogue politique et de partenariat sur les dix principes et les nouveaux objectifs de développement durable. Le réseau Global Compact-Liban est en pleine croissance avec des participants commerciaux et non-commerciaux venant de différents secteurs. Notons que le secrétariat du Global Compact Network-Lebanon se trouve à l'école de commerce Suliman S. Olayan de l'Université américaine et le comité de pilotage est composé de dix organisations de premier plan couvrant diverses industries et secteurs à travers le Liban.

## Nabil Fahed : La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban est SDG compatible

«La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban est SDG compatible», assure Nabil Fahed. En effet, la Chambre entreprend régulièrement diverses activités en faveur des objectifs de développement durable inscrivant ainsi dans sa mission d'être toujours du bon côté des affaires économiques, mais aussi au niveau social en accompagnant les PME en ce sens, explique son vice-président.

*Intervenants entourant Nabil Fahed.*

Le soutien de la Chambre se fait à deux niveaux : «D'une part à travers un support aux ONG qu'il soit financier, logistique ou moral comme cela a été le cas avec la Lebanese League for Women in Business. Nous les avons aidé à atteindre leurs objectifs de parité en ayant plus de femmes présentes dans leur Conseil d'administration. Notre soutien se fait aussi en utilisant les outils de communication de la Chambre afin de promouvoir les activités des associations comme cela a été le cas avec Green Mind à propos du climat et l'adoption du Lebanon Climate Act, explique le vice-président.

Le second volet de soutien c'est la participation de la Chambre à des projets reliés aux objectifs de développement durable, notamment ceux mis en place par l'Union européenne. Parmi ces pro-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

*Nabil Fahed signe un accord de coopération au nom de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban avec Dima Jamali représentant l'école de commerce Olayan de l'université américaine.*

jets, Nabil Fahed a énuméré : le projet Shams axé sur l'énergie renouvelable et solaire, l'initiative de Green Med en faveur du recyclage, l'aide apportée aux étudiants pour les rendre plus conscients des enjeux de l'écologie, l'installation de machines réversibles dans les écoles et les universités. «Notre participation aussi au projet EDILE a permis d'encourager les entreprises à voir non seulement l'impact économique et de faisabilité financière mais aussi l'impact humain et social dans leurs entreprises», a-t-il ajouté.

«À la Chambre, cela fait partie intégrante de notre politique de CSR et de notre mandat de sensibiliser et d'aider d'autres entreprises, en particulier les PME, à être conscientes des objectifs de développement durable et à développer ces principes au sein de leurs actions», conclut-il.

## Retour sur les 10 principes du Pacte mondial de l'ONU

Annoncé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Kofi Annan, lors du Forum économique mondial qui s'est tenu en janvier 1999 à Davos (Suisse) et officiellement lancé au siège de l'ONU en juillet 2000, le UN Global Compact, le Pacte mondial invite les sociétés à adopter dix principes universels sur les droits de l'homme, les normes de travail et l'environnement, et la lutte contre la corruption dans l'esprit d'un «développement responsable et durable». Le pacte mondial ce sont 9 000 participants commerciaux, 4 000 participants non commerciaux, 85 réseaux locaux et 160 pays.

Les principes du Pacte mondial relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail et à l'environnement font l'objet d'un consensus universel et s'inspirent des instruments suivants : La Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail et la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

Le Pacte mondial invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence un ensemble de valeurs fondamentales, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption. Ces dix principes sont les suivants :

### Droits de l'homme

Principe N°1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence.

Principe N°2 : à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

### Normes du travail

Principe N°3 : les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.

Principe N°4 : l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.

Principe N°5 : l'abolition effective du travail des enfants.

Principe N°6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

### Environnement

Principe N°7 : les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement.

Principe N°8 : à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe N°9 : à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### Lutte contre la corruption

Principe N°10 : les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Atelier national de développement des capacités des employeurs à l'AIL

*L'association des industriels libanais (AIL) a organisé en coopération avec BusinessMed et la Communauté européenne, un atelier portant sur le développement des capacités nationales pour les employeurs de la région du sud de la méditerranée (SOLiD) au siège social de l'AIL, le 5 octobre dernier.*

Cet événement s'est tenu en présence du président de l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprises BusinessMed, Jacques Sarraf, du président du Conseil économique et social (CES), Roger Nasnas, du président de l'Association des industriels libanais (AIL), Fady Gemayel ainsi que Ruba Jaradat, la directrice du bureau régional pour les États arabes de l'organisation internationale du Travail (OIT).

Étaient aussi conviés, le directeur général du ministère du Travail Georges Ayda représentant le ministre du Travail Mohammad Kabbara ainsi que Shawki Daccache représentant le ministre des Affaires sociales Pierre Bou-Assi et le président de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL), Béchara Asmar.

Rappelons que SOLiD-South Mediterranean Social Dialogue est un programme de trois ans (2016-2019) doté d'un budget de 3,8 millions d'euros, financé à 80% par l'Union européenne et à 20% par la Confédération syndicale internationale. Il est coordonné par un consortium constitué de neuf partenaires : ATUC (Arab Trade Union Confederation), BUSINESSMED (Union méditerranéenne des confédérations d'entreprise), ANND (Arab NGO Network for Development), ISCOS (Institut syndical italien de la coopération et du développement), Progetto SUD, AIP (Association de l'industrie du Portugal), SOLIDAR, CNT Belgique (Conseil national du travail) et CES Maroc (comité économique et social).

## Jacques Sarraf : Pas question de promouvoir la capacité professionnelle sans dialogue social

Dans son mot d'ouverture le président de BusinessMed a déclaré : «La seule façon de faire avancer la capacité professionnelle et de maintenir durablement la paix sociale se fait à travers l'adoption d'un dialogue social compréhensif et dynamique, un moyen permettant de réaliser des objectifs de développement social et de justice sociale». Pour Jacques Sarraf, «seul un dialogue social global permettra d'affronter les défis actuels que ce soit aux niveaux économique ou social».

*De g. à dr: Ruba Jaradat, Roger Nasnas, Jacques Sarraf, Fady Gemayel, Georges Ayda et d'autres personnalités du secteur économique.*

«Les changements politiques majeurs qui se sont produits en 2011 et concernaient principalement les pays du Sud de la Méditerranée ont montré les limites des politiques économiques et sociales suivies jusqu'à présent et rendu plus évidente la nécessité de réformes institutionnelles urgentes», a-t-il expliqué.

Le président de BusinessMed a ensuite rappelé que «depuis 2008 et dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), l'UE s'est lancée dans un processus associant les gouvernements et les représentants des employeurs et des employés». Ce processus vise à donner un rôle plus efficace au dialogue social dans les pays de la Méditerranée. «C'est dans ce cadre que le projet pilote pour la promotion du dialogue social dans le sud de la Méditerranée – SOLiD – a été lancé en 2015 dans trois pays (le Maroc, la Tunisie, la Jordanie) et pourrait s'étendre à d'autres pays partenaires à l'UpM notamment au Liban (cette année) et en Palestine», a-t-il ajouté.

L'objectif ultime de ce projet est de développer la capacité des acteurs sociaux (organisations syndicales d'employeurs-patronats et leurs homologues, les organisations syndicales des travailleurs) dans les pays concernés afin de promouvoir un dialogue social institutionnalisé, renforcé, dynamique et inclusif», a par ailleurs affirmé Jacques Sarraf avant d'appeler le ministère libanais du Travail à tenir ce rôle en réunissant toutes les parties concernées autour d'un dialogue social dynamique.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

## Fady Gemayel : Nous appelons l'Union européenne à aider nos institutions à entrer davantage leurs marchés

Même son de cloche pour le président de l'Association des industriels libanais (AIL) qui a mis l'accent sur l'importance d'un dialogue social tripartite renforcé entre l'État, les employés et les travailleurs en insistant sur son rôle dans la promotion de l'emploi au niveau national surtout suite aux défis sociaux enclenchés par les printemps arabes de 2011 qui ont augmenté l'extrémisme, inquiétant aujourd'hui la communauté internationale.

«Nous sommes conscients qu'une économie durable doit être construite autour d'une cohésion économique et sociale, c'est pourquoi, à l'AIL, nous avons pris l'initiative de lancer un plan de sauvetage économique et social. Celui-ci vise à adopter un plan de réforme du secteur public, libaniser l'emploi au Liban, fortifier la situation sociale des secteurs publics et privés, pousser la communauté internationale à s'occuper davantage des déplacés syriens devenus un poids économique et social lourd sur le Liban, lancer les partenariats public privé, etc.», a poursuivi Fady Gemayel.

Le président de l'AIL a par ailleurs souligné l'extrême importance d'un dialogue économique et social qui permettra d'assurer aux jeunes libanais des emplois. En ce sens, il a rappelé l'initiative entreprise par l'AIL et le ministère du Travail afin de délivrer des formations rapides pour promouvoir les métiers de l'industrie et de l'agriculture. Fady Gemayel a d'autre part appelé les pays du nord à augmenter les actions en faveur de la formation des travailleurs du sud.

«J'appelle BusinessMed, SOLiD et l'Union européenne à œuvrer aussi en faveur des institutions locales afin de les aider à pénétrer les marchés européens en leur fournissant les mêmes incitations et avantages qui sont offerts à d'autres pays. Cela permettra de vraiment relever le défi, de créer des emplois dans nos pays et d'arrêter le flux de l'énergie de notre jeunesse vers les pays du Nord», a suggéré en clôture le président des industriels.

## Roger Nasnas : Je suis favorable à la création d'un contrat social moderne qui constituera une motivation pour activer l'avancement économique

«Le dialogue social est très important pour assurer une paix sociale et un développement économique qui ne sont pas en contradiction et qui peuvent profiter pour créer de la croissance», a assuré le président du Conseil économique et social libanais (CES). Roger Nasnas a expliqué aussi que «les prestations sociales accordées doivent être équilibrées par rapport à la situation économique d'un pays». Il a ensuite rappelé que ce dialogue a été initié en Europe à travers les conseils économique et social européen et français qui ont parrainé le CES libanais dès sa formation.

«Le CES libanais a toujours voulu occuper une place et faire honneur aux pays du Levant en accordant du temps et de l'énergie à ce projet euro-méditerranéen qui est dans l'intérêt aussi bien des pays du Nord que du Sud. Parce que ce projet permet aux gens du Sud de rester au Sud, à condition que les gens du Nord comprennent qu'ils doivent assurer une synergie, une complémentarité et mettre à disposition de ces pays les savoir-faire et des projets concrets qui permettent aux gens de rester chez eux et de ne pas quitter leur pays», a-t-il aussi expliqué.

Le président du CES a par ailleurs appelé à adopter une pensée économique et sociale commune pour le Liban, la région arabe et la Méditerranée. «En cette période de crises multiples et de violences qui secouent la région, il ne s'agit pas de noyer la crise mais de rassembler toutes les énergies vives en mettant l'accent sur la coopération et la collaboration, afin de pouvoir avancer».

Il a aussi souligné que pour réduire l'émigration des jeunes libanais, il s'agit de leur assurer impérativement des offres d'emploi décentes ainsi qu'une assurance santé et chômage.

Enfin Roger Nasnas a prévenu : «Le progrès économique appelle à établir la sécurité sociale sachant qu'elle ne peut pas être atteinte au détriment de la reprise économique».

À son tour, Ruba Jaradat, la directrice du bureau régional pour les États arabes de l'Organisation internationale du travail (OIT) a indiqué que cet atelier visait à développer la capacité des représentants des employeurs au Liban dans le cadre du programme SOLiD dédié au dialogue social dans les pays du Sud de la Méditerranée à la lumière des vifs débats et manifestations sociales qui ont eu lieu au Liban depuis l'adoption de la grille des salaires et de son financement.

«Le dialogue social et le tripartisme entre les représentants du gouvernement, les travailleurs et les employeurs constituent un modèle de gestion de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour promouvoir la justice sociale, les relations de travail équitables et saines et assurer un travail décent. Le dialogue social est un moyen de réaliser le progrès social et économique», a notamment expliqué la directrice.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة الفرنسية - اللبنانية
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# La CCFL lance «Au cœur des relations franco-libanaises 1950-2017»

***Marilyne Jallad***

*La Chambre de commerce franco-libanaise, sur invitation de son président Gaby Tamer, a lancé un ouvrage dense de 275 pages illustré par des photos d'archives rares au cours d'une réception donnée à la Résidence des Pins le 13 octobre dernier et parrainée par l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher. Ce livre inédit retrace «l'amitié économique» franco-libanaise depuis 1950.*

La Résidence des Pins a vu défiler un parterre de personnalités venues féliciter Gaby Tamer pour cette initiative, notamment le président de la Fédération des chambres de commerce libanaises, Mohamed Choucair, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Marwan Hamadé, représentant pour l'occasion le président de la République Michel Aoun, le Chargé d'affaires sortant de l'ambassade du Liban à Paris, Ghady El-Khoury représentant le ministre des Affaires étrangères et des Émigrés, Gebran Bassil ainsi que les ministres Avedis Guidanian et Michel Pharaon et les députés Mohamed Kabbani et Atif Majdalani. Étaient aussi présents, Mona Hraoui, l'épouse de l'ancien président de la République Elias Hraoui ainsi que Lama Salam, Rose Choueiry, Andrée Daouk, l'ancien ministre Alain Hakim, l'ancien ambassadeur, Naji Abi Assi, le banquier Raymond Audi, le Recteur de l'USJ, Selim Daccache et un parterre d'autres personnalités issues du monde économique et des affaires et des membres actifs de la CCFL.

Dans son mot de bienvenue l'ambassadeur de France au Liban s'est dit très heureux de recevoir Gaby Tamer et ses convives afin de célébrer ensemble l'action entreprise par la CCFL à l'occasion du lancement de ce livre qui en retrace l'histoire depuis le début des années 1950. Le diplomate a ensuite affirmé que la relation que le Liban et la France ont bâtie depuis deux siècles a pour caractéristique d'être exhaustive mais n'est pas seulement politique ou culturelle.

*L'ambassadeur de France Bruno Foucher entouré des présidents Mohamed Choucair et Gaby Tamer.*

«Elle est également d'ordre économique, commercial et financier, et ce quasiment depuis la seconde moitié du 19e siècle. Elle ne s'est jamais éteinte, quelle qu'est pu être la dureté des temps», a-t-il déclaré. Bruno Foucher a par ailleurs rappelé que «le montant des échanges bilatéraux a augmenté dans des proportions voisines de 40% au cours des dix dernières années et que le stock des investissements français au Liban a plus que doublé alors que les investissements libanais en France ont presque quadruplé dans le même temps». Il a également considéré qu'aussi solide qu'ait pu être le développement de la relation bilatérale dans le domaine économique et commercial, il ne faut ni s'en satisfaire, ni s'en tenir là. «Nous devons, tous autant que nous sommes, être portés, voire habités par la volonté de faire à la fois plus et mieux. C'est l'enseignement que je tire, pour ma part, de l'ouvrage remarquable que la Chambre de commerce franco-libanaise nous présente aujourd'hui. Il n'est ni un point de départ, ni un point d'arrivée. Nous devons le considérer comme un point d'étape», a conclu le diplomate français.

## La CCFL, un rouage important de la coopération entre les deux pays

À son tour, Mohamed Choucair a déclaré : «Le Liban de par son histoire et la volonté de son peuple a toujours été proche de la France. Aujourd'hui, avec la proximité que donnent les moyens de communication, nous partageons plus encore une histoire politique, économique, sociale, et culturelle». Il a ensuite certifié que la CCFL est l'un des principaux acteurs et témoins de cette histoire et «un rouage important dans la coopération entre les deux pays». «Les entrepreneurs libanais et français se retrouvent grâce à elle parfaitement sur les deux mar-

▶▶

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

chés et profitent d'une ouverture remarquable sur les pays francophones et le monde arabe», a-t-il souligné. Le président des Chambres de commerce libanaises a insisté pour dire que cet ouvrage témoigne de la profondeur des relations entre le Liban et la France.

Justement à propos du développement constant de ces relations, Mohamed Choucair a rappelé les diverses initiatives entreprises par la CCFL en partenariat avec les Chambres de commerce de Paris Île-de-France et de Beyrouth et du Mot-Liban qui ont permis «un rapprochement significatif avec les pays francophones d'Afrique, dont on constate aujourd'hui les retombées positives». Il a par ailleurs salué le partenariat entre la CCIA de Beyrouth et du Mot-Liban et la CCI Paris-île de France et l'ESA, «fleuron des grandes écoles de business au Liban, qui a permis de réussir la grande aventure d'amener HEC dont le prestige mondial aura les meilleures retombées sur le Liban», a-t-il aussi souligné.

De son côté, Gaby Tamer a exprimé ses vifs remerciements à l'ambassadeur pour son accueil, et pour son patronage de l'évènement à la Résidence des Pins, ce lieu historique d'amitié franco-libanaise qui s'adapte parfaitement au lancement de ce livre-témoignage. «Cet ouvrage, a-t-il affirmé, est le fruit de deux ans de labeurs et la preuve de l'existence d'une amitié notamment économique entre la France et le Liban, que nous sommes appelés à consolider et à renforcer davantage». L'idée de le créer est née de l'objectif «de perpétuer les accomplissements de nos prédécesseurs : la Chambre de commerce franco-libanaise fut créée par Ahmad Bey Daouk, l'ancien Premier ministre et premier ambassadeur du Liban à Paris après l'Indépendance, qui a voulu que le Liban soit le premier pays dans la région qui œuvre pour le jumelage d'une chambre de commerce avec la France», a rappelé le président de la CCFL. Cet ouvrage raconte d'ailleurs les accomplissements des figures éminentes du monde économique franco-libanais et à l'international qui se sont succédées à la tête de cette chambre dont les présidents Adnan Kassar et Jacques Saadé. «Dans ce livre, nous avons retracé, sous leurs divers aspects, les relations bilatérales économiques, commerciales, industrielles et financières mais aussi diplomatiques, artistiques et culturelles. Nous sommes partis chercher dans les petits coins de Paris ou de Beyrouth des libano-français passionnés par leur métier, par leur art et imbibés de cette richesse interculturelle qui les caractérise», a aussi salué Gaby Tamer. Il a remercié en clôture tous les organismes et les personnes qui ont soutenu ce projet, notamment la Banque du Liban et son gouverneur Riad Salamé, la Fédération des chambres de commerce libanaises présidée par Mohamad Choucair ainsi que les sponsors.

*De g. à dr : Roger Nasnas, Joseph Aboucharaf, Gaby Tamer, Lama Salam, Bruno Foucher, Marwan Hamadé, Seejan Azzi, Jacques de Lajugie et Alain Hakim.*

À la fin de la réception le livre fut offert à chaque invité.

Dans le cadre de sa série « Les petits-déjeuners de la Chambre »,

**LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-LIBANAISE**

a le plaisir de vous convier à une conférence-débat donnée par M. Farid Aractingi, sur le thème :

**" La gouvernance, victime de la régulation ou condition de la performance durable?"**

Mardi 28 novembre 2017 de 8h30 à 11h00
ESA Business School, 289 rue Clemenceau
Salle polyvalente de la Villa Rose

Merci de confirmer votre présence avant le 21 novembre sur le mail suivant:
reponse@tamerholding.com

**M. Farid ARACTINGI**

- Directeur Audit, Maîtrise des Risques et Organisation, Renault
- Président, Renault-Nissan Consulting
- Vice-President, ECIAA (European Confederation of Institutes of Internal Auditors)
- Administrateur indépendant et Président du Comité d'audit, RCI Banque (établissement financier régulé par la BCE, filiale de Renault) et Groupe Fattal (importateur et distributeur de produits de grande diffusion dans la région MENA).

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# First Italian Arab Business Forum & Board meeting of the Joint Italian Arab Chamber: Towards further collaboration between Italy and Arab Countries

*The Federation of the Lebanese Chambers represented by Mr. Rabih Sabra Director General of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, took part in the First Italian Arab Business Forum and the Joint Italian Arab Chamber Board Meeting which were held on October 12th and 13th at Palazzo Turati the headquarters of the Milan, Monza Brianza and Lodi Chamber of Commerce, former Milan Chamber of Commerce in Italy.*

*Mr Sabra first on the left with JIAC Board of Directors.*

More than 250 participants attended the First Italian Arab Business Forum, including prominent representatives from Italian and Arab Chambers, enterprises, specialized Italian institutions such as Promos, ICE, SACE and Simest and Arab diplomatic representatives in Italy namely Lebanon's General Consul in Milano Mr. Walid Haidar.

The opening remarks tackling mutual cooperation topics were consecutively pronounced by Mr. Carlo Valli Vice President of the Milan Chamber, Nael Al Kabariti President of the Union of Arab Chambers, Ivan Lo Bello President of the Union of Italian Chambers, Fabrizio Sala Vice President of the Lombardia Region

Mubarak Bin Rashid Al Boanini Ambassador of the League of Arab States to Italy.

The forum sessions were focused on economic themes of mutual interest namely Industrialization, regional strategies and visions, the role of Italy as a partner in terms of financial services and business opportunities, the challenges and opportunities of doing business in the Arab World.

Mr. Federico Maria Bega Head of strategic areas at Promos moderated the last session about the infrastructures and tourism as key sectors for a sustained Italian Arab economic development.

The conclusions of the forum and the perspectives of the Italian Arab relations were proclaimed by the organizing party through Mr Cesare Trevisani President of the Joint Italian Arab Chamber and Mr. Yousef El Maimani the Vice President.

During the discussions Mr. Sabra intervened to highlight the strategic importance of the Levant region to Italy, given the deep-rooted Italian-Lebanese business ties and the high potential for significant projects that would rise up along with the approaching reconstruction of Syria.

*The amazing historical venue of Monza Brianza and Lodi Chamber of Commerce.*

The Board meeting of the Joint Italian Arab Chamber took place on October 13th at Palazzo Turati and was chaired by Mr Trevisani in the presence of the Italian and Arab members representing Chambers from the GCC, Egypt, Syria, Jordan and Lebanon.

The agenda topics focused on assessing the forum results, JIAC statutes, future activities and plans for 2018, membership and recruitment of new members and financial situation.

During the meeting Mr. Sabra suggested initiatives to develop the networking activities to better serve and attract member companies and generate income based on sponsorship packages funded by Italian and Arab champions businesses.

Mr. Federico Bega, who attended part of the meeting, expressed his deep satisfaction as to the forum organization and level of attendance. He valued Mr. Sabra's presence in this event and praised the dynamic role of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon in fostering the bilateral business relations. He also greeted the proactive role assumed by Mr. Raphael Debbane, as a member in the JIAC board since many years and President of the Lebanese Italian Business council.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Ambassador of Russia to Lebanon Alexander Zaspykin: Tripoli has all the means, capabilities and strategic potentials that make it the "economic capital of Lebanon".

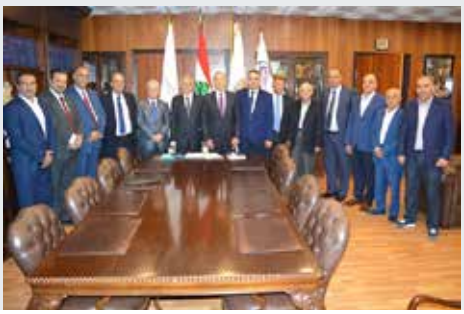
*The Ambassador of the Russian Federation, Mr. Alexander Zaspykin, accompanied by the Second Secretary of the Russian Embassy, Mr. Stanislav Markin, visited the Chamber of Tripoli and North Lebanon and met the Chairman of the Board Toufic Dabboussi, in the presence of the Vice Chairman Ibrahim Fawz and members of the Board of Directors, namely, Antoine Merheb, Mustapha Al-Yamak, Mahmoud Jabado, Mohamed AbdelRahman Obaid, Majid Shammas, Ahmed Amin Al-Mir and Dr. Nader Al-Ghazal, Advisor to the PM Saad Hariri for International Cooperation.*

Dabboussi welcomed the extraordinary visit of His Excellency Ambassador Zaspykin, and expressed his pleasure that the Ambassador was one of the first supporters of the initiative «Tripoli, the economic capital of Lebanon» which is the focus of the visit of the Ambassador and the meetings held with members of the Board of Directors as well as with economic authorities and leaders of the North, including economic and social associations and groups, municipal councils, members of the business community of men and women, and activists of the civil society organizations.

*Toufic Dabboussi and Alexander Zaspykin*

«From the outset, we have a road map for establishing partnership with the Russian Federation, and your Excellency is fully aware of our aspirations to adopt the 'Tripoli, economic capital of Lebanon' initiative, which is now on the Cabinet agenda," Dabboussi said who further emphasized the importance of establishing a strong partnership with the Russian side in order to shift the Lebanese Russian economic relations to a more advanced level.

He added: «I would like to inform your Excellency about the initiatives of the Chamber of Tripoli and the North to strengthen the Lebanese-Russian ties from a dynamic perspective, aspirations and leadership of the private sector: All along the past three years, we have been able to build the widest Lebanese-Russian network at the highest level. This is obvious through the screening of this short documentary where we have seen the level reached by the recent official agreements concluded by the MP Saad Hariri with the Russian side through the Lebanese-Russian Higher Joint Committee. For our part, we organized visits for Lebanese businessmen, especially traders, and have recently received one



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

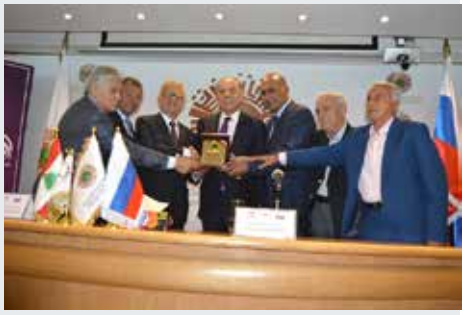
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

of the most reliable Russian shipping companies with the aim of adopting the port of Tripoli to activate the Lebanese-Russian transportation movement in both directions». Dabboussi pointed out to the key role of His Excellency the Ambassador to strengthen the Russian-Lebanese relations in all fields despite the difficult circumstances we are facing today.

For his part, Russian Ambassador Zaspykin thanked Chairman Dabboussi for his invitation, which is an occasion "to help assess the situation in Tripoli, as it helps strengthening the partnership, and because the collected data is key in moving the relations into a positive direction", he said adding that despite the critical situation of the region, "we look forward to develop the frameworks of cooperation between our two countries since the political will is on hand as well as the common endeavor to reach common goals and to set mutual understandings". The last visit of PM Saad Hariri to Russia and his meeting with President Putin and the meetings held at the level of the relevant ministries, especially with the ministries of energy and development, «provide good ground for various future activities», he said.

Zaspykin noted that he looks forward to achieve positive results.

In his speech, Dr. Nader Al-Ghazal highly appreciated Ambassador Zaspykin for designating his visit to the Chamber of Tripoli and North Lebanon as a "work" visit, which reflects the unprecedented seriousness of the Ambassador towards the initiative of 'Tripoli, the economic capital of Lebanon'.



"You assured us of the realistic Russian Federation support of the initiative," Al-Ghazal said, "and we find in our meeting with Your Excellency and Chairman Dabboussi, the first diplomatic action in this regard among the diplomatic missions in Lebanon," he added.

> ZASPYKIN:
> WE LOOK FORWARD TO DEVELOP FRAMEWORKS OF COOPERATION BETWEEN OUR TWO COUNTRIES SINCE THE POLITICAL WILL IS ON HAND

## Touring in the Chamber's projects

Ambassador Zaspykin then toured the various activities, programs and projects of the Chamber, where he spotted the excellent quality and international standing that distinguish the Chamber's control laboratories as well as the most sophisticated and advanced services on technological level in conducting food safety inspections and respecting international standards. He also visited the Business Incubator Association-Tripoli (Biat) and was briefed by its director Dr. Fawaz Hamidi about the incubator's tasks and its role towards the economic community and the small and medium sized enterprises. Zaspykin stressed the importance of communication between the incubator and the Russian embassy with the aim to join actions and benefit future projects of Russian expertise in the field of incubators for small and medium-sized businesses, a typical trend in Russia as well as in most countries of the world. He completed his tour by reviewing the activities of the Chamber, such as the "Continuing Education Center" of the Association of Dentists in Tripoli, and listened to explanations of a training course at the Vocational Training Center, which discusses the implications of the Syrian migration and its impact on Lebanon, more specifically on the youth. He also listened to additional explanations from the director of the Quality Control Center Laboratories (QCC), Dr. Khalid Al-Omari, about the role and tasks of the Industrial and Developing Research Alimentary Center (IDRAK) on the development of food industries, as well as the steps undertaken to help develop media/broadcasting activities of the Chamber".

## Meeting with members of the Board of Directors

Another meeting with the members of the Board of Directors was held with Ambassador Zaspykin, where President Dabboussi confirmed

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

that the main focus of the visit of the Russian Ambassador is the development of the Lebanese-Russian economic relations through the initiative of 'Tripoli, the economic capital of Lebanon' especially that Tripoli has become a need for the national economy with its strategic location attractive to Arab and international investments. "The image of the city of Tripoli will change completely from what it is today following the official adoption of the initiative by the Lebanese government," Dabboussi added. This meeting was also attended by Ambassador of Lebanon in Algeria, Dr. Mohamed Hassan and the Director of the port of Tripoli, Ahmad Tamer.

> "WE ENTER INTO A NEW PHASE WHERE REGIONAL CONDITIONS ARE CHANGING AND THE LEBANESE-RUSSIAN ECONOMIC RELATIONS WITNESS STEADY GROWTH"

## Extended meeting with economic actors

Ambassador Zaspykin met with a number of heads and members of economic bodies, municipal councils and trade unions and managers of banks operating in the North in the presence of the Mayor of Al-Mina Abdelkader Alam El Din, Ms. Leila Salhab Karami, President of the Lebanese Business Women Association, Chairman of the Association of Merchants of the Governorate of Akkar, Ibrahim Dahr, and a number of

businessmen led by businessman Mohammed Suleiman.

In this extended meeting, Ambassador Zaspykin noted that his visit to the Chamber of Tripoli and North Lebanon was a fruitful visit and focused on the initiative of 'Tripoli, the economic capital of Lebanon', where he emphasized the content of the initiative, seeking to build the widest cooperation relations with Lebanon through large and diverse communications. "In fact, we enter into a new phase where regional conditions are changing and the Lebanese-Russian economic relations are witnessing steady growth. We highly appreciate the vitality of the private sector at this stage, especially the role played by the Chamber of Tripoli and the North in this area," Zaspykin said, adding "we will jointly take care to work out common concerns about Tripoli port in the next phase, and will work to boosting exports, especially agricultural exports such as Lebanese apples, of which I have kept a nice memory since childhood since we were offered Lebanese apples as a gift. And this would lead us to re-strengthen the export relations by strengthening understandings between Lebanese and Russian companies".

«As for my visit to the diverse projects and activities undertaken by the Tripoli Chamber, I was pleased with what I saw, and I found that there are broad areas of cooperation with the Chamber, where there is interest in the innovations of young entrepreneurs, especially in the

> "DABBOUSSI: THE IMAGE OF THE CITY OF TRIPOLI WILL CHANGE COMPLETELY FOLLOWING THE OFFICIAL ADOPTION OF THE INITIATIVE"

field of technology, and the role of business incubator in motivating young capabilities in the field of small projects. It has become clear to me during my visit to the Tripoli Chamber and the meetings

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

held at all levels that Tripoli has all the means, capabilities and strategic capabilities that make it the «economic capital of Lebanon».

In conclusion, Ambassador Zaspykin announced his readiness to do everything possible to strengthen the Lebanese-Russian partnership. Chairman Dabboussi also stressed that the Russian Federation has become a legend in international relations, he said: "We, the Lebanese, must seize this historic momentum in which Russia opens up to all the societies of the world, especially on Lebanon, through the rescue initiative represented by 'Tripoli, the economic capital of Lebanon'," adding and wishing that this visit will establish for a promising future».

> DABBOUSSI:
> WE MUST SEIZE THIS HISTORIC MOMENTUM IN WHICH RUSSIA OPENS UP TO ALL THE SOCIETIES OF THE WORLD

Chairman Dabboussi then presented to Ambassador Zaspykin a shield of appreciation for his support for the «Tripoli, economic capital of Lebanon» initiative and for strengthening the Lebanese-Russian relations at all levels.

## Field tours at Rashid Karami International Fair and Tripoli Port Authority

After a long working day at the Chamber of Tripoli and the North, Ambassador Zaspykin undertook field visits to public economic facilities in Tripoli: He visited the Rashid Krami International Fair and its facilities where he met with the members of its Board of Directors and learned about the key role played by the Fair in associating trade fairs with economic activities. He then visited the port of Tripoli and was briefed by its Director, Dr. Ahmed Tamer, on the readiness of the port of Tripoli to receive containers as well as the adoption of Tripoli port by one of the largest reliable Russian shipping companies for commercial transport, starting beginning of November 2017. These two facilities are the main pillars of the development of Tripoli, and this is what lies behind the initiative of Chairman Dabboussi: 'Tripoli, economic capital of Lebanon'.

> AL-GHAZAL:
> THE VISIT REFLECTS THE UNPRECEDENTED SERIOUSNESS OF THE AMBASSADOR TOWARDS THE INITIATIVE

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# UNDP and BIC Lazio launch Digilab in South Lebanon

*The Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida & South Lebanon Mohamed Saleh received at the headquarters of the Chamber in Saida a delegation from the United Nations Development Program (UNDP) and Business Innovation Center Lazio - Lazio Region – Italy .*

The visit was an occasion to brief Saleh on the objectives of the project for the creation of digital manufacturing laboratories that provide a mentoring and working space for local businesses and entrepreneurs for building high quality innovation projects in the agro- food and handicraft sectors. They also discussed the possibility for the establishment of a digital laboratory as per the assessment and needs of identified sectors, in partnership with the Chamber of Saida & South Lebanon.

From his part, Saleh acknowledged the added value of this initiative in terms of using new technologies and sharing knowledge for the development or creation of local businesses. Adding that this project falls within the plan of Saida chamber to develop productive sectors in Saida and the neighborhood, and to create new job opportunities for graduates in various fields of technical and professional competence.

**WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST**

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

## التحكيم: أسرع وأضمن وسيلة لحل المنازعات

أنشئ المركز اللبناني للتحكيم عام ١٩٩٥ كأول مركز من نوعه في لبنان، يعنى بفض المنازعات الناجمة عن العقود التجارية والمالية والهندسية أو المقاولات، ويعمل باستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة من قبل محكمين معروفين من ذوي الخبرة والمناقبية والسمعة الحسنة.

## ARBITRATION: THE FASTEST AND SUREST WAY TO RESOLVE DISPUTES

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon. Specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts, the center operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

For more information please call 1314 ext 171

www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Delegation of Zahle and Bekaa Chamber to CHINA : MOU signed with Dezhou Chamber

*On the invitation of the Chinese Ministry of Economy and Commerce, the Director General of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa, Mr. Youssef Geha and the Legal Advisor of the Chamber, Attorney Toufic Rachid Hindi participated in the "Silk Road of the 21st Century" conference organized by the China Council for the Promotion of International Trade (CCPIT) and the Training Center of the China Chamber of International Commerce (CCOIC).*

*Youssef Geha signing MOU with Dezhou Chamber*

This invitation highlighted once again China's open policy to the world for building new cooperation while promoting the Silk Road initiative launched in 2014 by the current Chinese President Xi Jinping. The conference succeeded in informing the world about China's rapid growth and its resurgence in various fields, taking into account that the Chinese government is aware of the negative impact of this rapid growth in terms of increasing the gap between the classes and is working towards creating a middle class that will be the largest in the world.

## Conference proceedings

Having been nominated as representative of the participating countries by the Organizing Committee, Attorney Toufic Rachid Hindi opened the conference, thanking the Chinese government for the invitation and for providing an opportunity to exchange ideas and present the outcomes of successful past cooperation between countries of different cultural and historical backgrounds. He pointed out the great progress that China is witnessing, placing it among the economically influential countries in the world in a short period of time, and called for more future cooperation through the signing of bilateral agreements and joint venture agreements.

## Seminars

The seminars focused on the geo-localization of China, the economic and cultural evolution of the country and an overview of the main historical events such as the Opium War, the Arrow War, the Civil War, the 1911 revolution and the Japanese invasion as well as the proclamation of the People's Republic of China in 1949.

The reform stage began with the reformist Deng Xiaoping(1979-80), founder of China's current economic policy characterized by a rapid growth and the country's ability to attract foreign investments by providing guarantees to investors such as equal rights with local investors, the absence of government's intervention in their businesses, the easiness of money transfer, an effective exchange of information, intellectual property rights and the protection of local natural resources.

This rapid growth is in line with a general economic strategy followed by the government and all regional districts and is promoted in the national education system. This strategy includes an eco-friendly development through the establishment of new

*Attorney Toufic R. Hindi speaking to the Chinese TV*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

environmental industries in the inland areas, known as 'Green Field Investments', promoting at the same time the growth of these areas rather than concentrating industries in economically active coastal regions.

In parallel, Chinese officials are concerned on how to extend growth and prosperity to the whole territory, even in remote areas. They listen to complaints and criticism and do recognize the problems they face economically, socially and culturally. They have the determination, the ability, and flexibility to find new solutions to these problems and to carry out the necessary reforms as quickly as possible.

As for the Silk Road Economic Belt Initiative, known as the Belt and Road Initiative (BRI), it revived an old economic dream and the desire to spread prosperity in the countries along this road and other neighboring ones. It is based on the principles of friendship, cooperation and strategic partnership followed by China within its 'Going Global' strategy. The new exchanges are confirmed with China's policy to open for imports from all over the world to diversify the options of the Chinese consumer, as the government started to build special compounds to display these products at minimal costs. The conference also tackled the legal problems facing foreign traders in their deals and contracts with Chinese merchants and companies along with effective solutions including investigations about the companies in the lists of reliable Chinese businesses usually available in Economic & Commercial Departments in Embassies as well as the familiarization with legal procedures to follow when signing new contracts with companies.

## Visits and signing cooperation agreement(MOU)

The delegation toured the cities of Beijing, Gansu, Denying, Shandong, Lanzhou and Dezhou and visited exhibitions, technology institutes, economic and industrial cities, electric and hybrid vehicle plants, heavy machinery, solar panels and equipments industries, small grain mills powered with solar energy. It also attended the opening of the International Petrochemical Equipment Exhibition in Denying.

In Dezhou, where the Science and Scientific Progress Exhibition was held, the Director General of the Chamber in Zahle and the Bekaa, Youssef Geha, signed a memorandum of understanding (MoU) with the China Chamber of International Commerce-Dezhou Chamber of Commerce to enhance cooperation between the two Chambers in the fields of investment, technology and trade. He delivered a speech in which he presented Lebanon's economic and tourism needs, including the establishment of free economic zones, a dry port in the Bekaa and the development of new transportation and tourist exchange networks.

*Oil extraction site*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# CCIA-BML certified exports in the first half of 2017 Report Summary

***Lana El Tabch***

*The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) publishes for the first time a half-yearly report on CCIA-BML certified exports. The present article is a report summary that highlights the main findings of the report.*
*During the first six months of 2017 the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) issued certificates of origin to exported merchandise worth $1.75 billion, a 6.6 percent increase compared with the value of exports certified during the first half of the previous year.*

Exports of Lebanese origin formed 43.9 percent of total exports and amounted to $769.1 million in the first half of 2017, up by 11 percent from the first six months of 2016. Conversely, exports of foreign origin, which are mostly done by offshore companies, formed 56.1 percent of total exports and grew by only three percent from their last year's value during the same period.

Over the past 15 years, the average value per ton has more than doubled and reached $514 by June 2017. This is possibly indicative of a trend toward more sophisticated, high-value industrial production.

## Top export markets of CCIA-BML certified exports

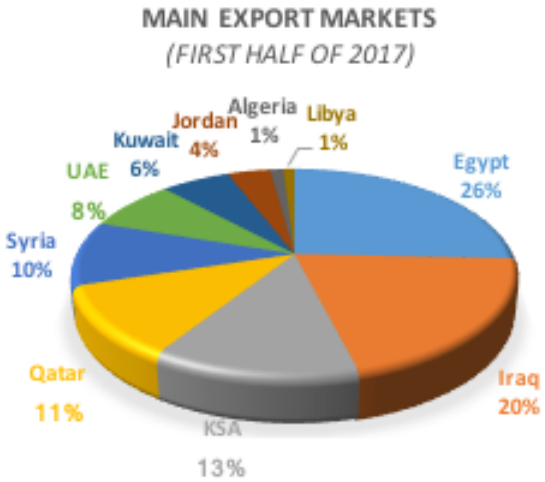
Egypt occupied the first place on the list of Lebanon's main exports markets, according to the CCIA-BML exports data, total exports to Egypt amounted to nearly $411 million in the first six months of 2017 and accounted for 23.4 percent of total exports. Iraq is the second largest export market of Lebanese merchandise and has imported $327 million worth of Lebanese products forming 18.6 percent of total exports.

## Evolution of Lebanon's main export markets over the past three years

Over the past three years, exports to Egypt increased tremendously, they were multiplied by a factor of 8 to reach $864 million by end of 2016 and $411 million in just the first six months of the present year.

This increase in due to the growth in the Lebanese exports of base metals and products thereof to Egypt. These products formed 90 percent of Lebanese exports to Egypt in 2016 and in the first half of 2017, respectively. Lebanon exported to Egypt $776 million worth of base metals and products thereof in 2016 as compared to only $1.9 million in 2014. In the first six months of 2017, exports of base metals to Egypt amounted to $369 million.

Another country to which Lebanese exports changed substantially is Syria. After being the third most important export market to Lebanon in 2014, its rank dropped to the fifth top export market in 2016 and 2017. Exports to Syria went down by 33.6 percent during the past three years and amounted to $161 million in the first six months of 2017. This continuous drop in Lebanese



THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

exports to Syria is owed to the ongoing political unrest and turmoil in that country.

## Geographical distribution of CCIA-BML certified exports

Over 94 percent of exports certified by the CCIA-BML went to Arab countries in the first six-months of 2017, up from 80 percent in 2012. Followed by EU countries and African non-Arab countries which imported 2.8 percent and 2.1 percent, respectively. Lebanese exports to Arab countries amounted to 1,635 million in the first half of 2017, according to data tallied by the CCIA-BML based on certified exports.

This geographical distribution of imports has been sustained over the past decade due to the nature of Lebanese products that cater better to the demand of Arab markets, and to the lack of compliance of Lebanese products to international norms and specifications which hinders their access to more demanding markets such as the EU countries and the US.

The top European countries in terms of their imports of Lebanese products are: Turkey; Switzerland; France; Italy and Spain. Turkey imports 31.1 percent of products going to the EU, followed by Switzerland which imports 16.6 percent of Lebanese products going to that region. The value of Lebanese exports to Turkey and to Switzerland stood at $15 million and $8 million, respectively, during the first six months of 2017.

Exports to Turkey were primarily base metals and articles thereof whereas exports to Switzerland are mostly chemical products or products of related industries.

**Geographical distribution of CCIA-BML certified exports***

| Trading blocs *(in million $)* | Exports of Lebanese origin | Exports of foreign origin | Total | Share |
|---|---|---|---|---|
| Arab countries | 684.8 | 950.5 | 1,635 | 94.0% |
| EU countries | 45.1 | 3.5 | 48.6 | 2.8% |
| Africa (non-Arab countries) | 20.8 | 15.2 | 36.0 | 2.1% |
| Asia (non-Arab countries) | 5.6 | 4.6 | 10.2 | 0.6% |
| America | 6.7 | 1.7 | 8.4 | 0.5% |
| Australia | 1.2 | 0.2 | 1.4 | 0.1% |
| Other countries | 0.2 | 0 | 0.2 | 0.0% |
| **Total** | **764.4** | **975.7** | **1,740** | |

**first 6 months of 2017*

## Main products exported

The main Lebanese products exported in the first half of 2017 are: base metals and products thereof, which accounted for nearly 40 percent of main exports; pearls, precious and semi-precious stones or precious metals (17 percent); the food industry products, beverages, tobacco and manufactured tobacco substitutes (11 percent) and machinery and electrical equipment (ten percent). Lebanese exports of these categories amounted to $664 million; $285 million; $180 million and $171 million, respectively, and went mainly to Arab countries.

On a national scale, total Lebanese exports amounted to $2,033 million in the first six months of 2017, according to data tallied by Customs authorities. Exports for which Chamber certificates of origin were required accounted for 79 percent of total exports reported by Customs. It is worth mentioning that exports data compiled by the Chamber based on certificates of origin constitute a subset of total exports* as per Customs data since not all countries require certificates of origin on their merchandise imports.

**this number includes exports done by both local companies as well as offshore companies*

**For the full report, kindly visit the CCIA-BML website.**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

**• GDP**

Economic growth rate achieved 1.9% in 2016, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at 51.8 billion USD, compared with a growth rate of 1.9% and total output of 50.9 billion USD in 2015.

**• Consumer Price Index**

Based on the Central Administration of Statistics, CPI increased 1.57 % in August 2017 compared to the end of 2016. The CPI had decreased by 0.32% in August 2016 compared to the end of 2015.

**• Balance of Payments**

In the first 8 months of 2017, the deficit of balance of payments reached 650 million USD compared to a surplus of only 370 million USD in the same period of 2016.This is due financial engineering carried out by the Central Bank of Lebanon

**• Trade Balance**

The trade deficit reached 10.69 billion USD in the first 8 months of 2017, compared to 11.0 billion USD during the same period of 2016. Exports decreased by 3.6 % in the first 8 months of 2017 compared to the same period of 2016, while imports decreased by 2.9 %. This led to a decrease of 2.8 % in the deficit of trade balance.

**• Public Finance**

In the first 2 months of 2017, public expenditures decreased by 18.62 % , compared to the same period of 2016, while revenues increased by 5.14%. Hence, the budget deficit decreased by 78.08 %. Primary surplus reached 330.8 million USD in the first 2 months of 2017, from surplus reached 244.5 million USD In the first 2 months of 2016. This was caused by the increase of debt service by 1.6 % and total public revenues by 5.64%, in addition to the decrease of total public expenditures by 18.89 %. The Repayments of foreign debt principal has increased by 8.81 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

0.33 $ billion = 1.84$ billion – (2.01 $ billion – 0.47 $ billion – 0.02 $ billion)

**• Public Debt**

Public debt increased from 74.04 billion USD In August 2016, to 77.25 billion USD in August 2017, an increase of 4.3 % over one year.

*in billion US$*

| Ref. | Indicator | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Growth | 2.80% | 3.00% | 4.80% | 1.90% | 1.90% | 1.00% |
| 11 | GDP ( in constant Prices 2012) | 39.8 | 40.8 | 50.05 | 49.3 | 51.78 | 52 |
| 12 | GDP ( in current prices) | 44.1 | 47.2 | 50 | 50.9 | 51.8 | 52 |
| | | Aug.2016 | Aug.2017 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017* |
| 20.1 | CPI - CAS | -0.32% | 1.57% | -0.71% | -3.40% | 3.14% | - |
| 20.2 | CPI - CRI | 0.74% | 1.05% | -1.66% | 1.37% | -0.50% | |
| 21 | M1 | 6.51 | 6.89 | 5.5 | 6 | 6.73 | - |
| 22 | M2 | 53.98 | 55.58 | 48.67 | 52.15 | 54.66 | - |
| 23 | M3 | 128.1 | 138.87 | 117.64 | 123.62 | 132.75 | - |
| 24 | M4 | 135.51 | 146.12 | 124.55 | 130.92 | 139.91 | - |
| 26 | Banks Assets | 195.71 | 209.52 | 175.64 | 186 | 204.24 | - |
| 27 | Banks Deposits - Private Sector | 157.04 | 169.10 | 147.63 | 151.53 | 162.44 | - |
| 28 | Banks Loans - Private Sector | 49.94 | 52.85 | 45.36 | 48.04 | 51.02 | - |
| 30 | Balance of Payment | 0.37 | -0.65 | -1.41 | -3.35 | 1.24 | - |
| 31 | Current Account | -6.63 | - | -11.6 | -8.05 | -9.8 | - |
| 32 | Balance of Trade | -11.00 | -10.69 | -17.18 | -15.12 | -15.73 | - |
| 33 | Imports | 12.97 | 12.59 | 20.49 | 18.07 | 18.71 | - |
| 34 | Exports | 1.97 | 1.90 | 3.31 | 2.95 | 2.98 | - |
| | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016* | 2017* |
| 40 | Unemployment Rate (Est.) | - | - | - | - | 20% | 20% |
| 41 | Employment Rate (Est.) | - | - | - | - | 47.60% | 47.60% |
| 42 | Population (Est.) | - | - | - | - | 4.28 Mn | 4.33 Mn |
| 43 | Population 15 - 64 y.(Est.) | - | - | - | - | 2.91 Mn | 2.94 Mn |
| | | Feb.2016 | Feb.2017 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017* |
| 51 | State Budget Deficit | -0.73 | -0.16 | -3.07 | -3.95 | -4.94 | 5.23 |
| 52 | Budget Revenues | 1.75 | 1.84 | 10.88 | 9.58 | 9.92 | 11.24 |
| 53 | Budget Expenditures | 2.47 | 2.01 | 13.95 | 13.53 | 14.86 | 16.47 |
| 54 | Public Debt | 71.2 | 74.81 | 66.57 | 70.31 | 74.86 | 84.82 |
| 55 | Debt Service | 0.46 | 0.47 | 4.19 | 4.46 | 4.76 | 4.73 |
| 56 | Total Primary ( Deficit)/ Surplus | 0.24- | 0.33 | 1.31 | 0.72 | 0.02 | 0.5 |

** Estimates*

*Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)*

*M1=Currency in Circulation+ Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP*

*M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System*

# LEBANON BUSINESS DIRECTORY

**Your link between lebanese exporters and worldwide buyers**

www.lebanonbusinessdirectory.com

**Kindly update your visual communication materials**
**(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)**

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

# LTC

**The Lebanese Training Center (LTC) at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming trainings:**

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

## TALENT MANAGEMENT

**Trainer:** Mrs. Viviane Nakhle, MBA, Senior Management Expert & Trainer

**Date:** November 8th, 2017

**Time:** 9:00 a.m. to 3:00 p.m.

**Cost:** 230$ All Tax Included.

## ARE YOUR SALES PEOPLE MARKETING ORIENTED?

**Trainer:** Mr.Elie Dibeh, MBA & HEC in Marketing and Management, Senior Coach and Trainer in Retail, Sales & Marketing.

**Date:** November 9 & 10, 2017.

**Time:** Thursday 9:30 a.m.-3:30 p.m. & Friday 9:30 a.m.-12:00 p.m.

**Cost:** 350 $ all tax included.

## INTRODUCTION TO AGILE MANAGEMENT

**Trainer:** Mr. Pierre Hervouet , DESS "Controle de Gestion " from Paris Pantheon Sorbonne-PMI-ACP Agile Certified Scrum Master, Managing Partner of Upward Consulting –Founder of the Agile Lebanon and Agile Middle East.

**Date:** November 10, 2017

**Time:** 9:00 a.m. to 4:00 p.m.

**Cost:** 300$ all tax included

## BUDGETING FOR MANAGERS

**Trainer:** Mr. George Assilian, CPA, Financial advisor and Auditor

**Date:** November 27, 28 & December first , 2017

**Time:** 5:00 p.m. to 8:00 p.m.

**Cost:** 350$ all tax included

The LTC offers a 15% discount for the Chamber members • Free access to parking
Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

**For more information/registration**

T +961 01 353 190

Call Center 1314 Ext 15

training@ccib.org.lb

ltc@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb

Download Registration Form

Apply Online

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

# EXHIBITIONS

**PERSPECTIVE ART EXHIBITION**
**Industry:** Art
**Location:** Dubai
**Venue:** St Regis Hotel, Le Patio
**Date:** 17 October – 05 December 2017
**Phone:** 00971 50 459 7425
**Email:** Wafa.Elhilali.Art@gmail.com
**Website:** www.WafaElHilali.com

**5th Bapa Foodpro International Expo**
**Industry:** Agro Processed Food
**Location:** Bangladesh
**Venue:** International Convention City Bashundhara
**Date:** 23 – 25 November 2017
**Phone:** 008801712038823
0088028144536
**Email:** bapabdmkt@gmail.com
**Website:** www.bapabd.org

**The 5th OIC Halal Expo and World Halal Summit**
**Scope:** Halal Food, Halal Tourism, Islamic Finance, Halal Textile, Halal Medical & Pharmaceutical
**Date:** 23 – 25 November 2017
**Location:** Istanbul - Turkey
**Venue:** Lütfi Kırdar Interntional Exhibition and Convention Center
**Phone:** 00905549656287
00902124858210
**Fax:** 00902124855579
**Email:** gizem.kocaturk@discoverevents.com.tr

**IBEX 2017**
**Industry:** Flour & Bakery
**Location:** Tehran – Iran
**Venue:** Tehran International Perminent Fairground
**Date:** 23 – 26 November 2017
**Phone:** 0098 (21) 880 70 833
**Fax:** 0098 (21) 880 70 693
**Email:** info@ibex-en.com
**Website:** www.ibex.ir

**13th Tanzania Trade Show 2017**
**Industry:** Global
**Location:** Tanzania
**Date:** 24 – 26 November 2017
**Phone:** 0097143964906 Ext 108
**Fax:** 0097143964904
**Email:** vij@growevenmt.com
**Website:** www.tanzaniatradeshow.com

**Xenia 2017**
**Industry:** Hotels & Accomodation
**Location:** Athens – Greece
**Date:** 25 – 27 November 2017
**Phone:** 00302105242100 Ext 108
00306973777732
**Email:** nm@forumsa.gr
**Website:** www.forumsa.gr

**The 1st International Exhibition of Traditional and Light Industries**
**Industry:** Traditional and Light Industries
**Location:** Al Madīnah Al Munawwarah - KSA
**Date:** 26 November – 02 December 2017
**Phone:** 00966504365547/8 or
00966148252807/8224417
**Email:** is2m1@hotmail.com
**Website:** www.mexco-co.com

**Exhibition for the Protection of Community, System security and Control**
**Industry:** Security
**Location:** Iraq
**Date:** 04 – 06 December 2017
**Phone:** 009647905984770
009647708885609
**Email:** marketing@bg-iq.net
Exb.1997@yahoo.com
info@bg-iq.net

# CONFERENCES

**Conference: A Twinning Partnership: Reconstruction and Development**
**Scope:** Banking
**Date:** 23 – 24 November 2017
**Location:** Beirut - Lebanon
**Venue:** Phoenicia Intercontinental Hotel
**Phone:** 009611377800
**Fax:** 009611364952
**Email:** uab-conferences@uabonline.org

**L'Artigiano in Fiera**
**Industry:** Arts
**Location:** Milano – Italy
**Date:** 02 – 10 December 2017
**Phone:** 00390231911911
**Fax:** 00390231911920

**Djibouti International Trade Fair**
**Industry:** Global
**Location:** Djibouti
**Date:** 03 – 07 December 2017
**Phone:** 00 253 21 35 10 70
00253 21351070 ext. 131
**Fax:** 00 253 21 35 00 96
**Email:** foire-djibouti@ccd.dj
ccc@ccd.dj
**Website:** http://www.foiredjibouti.dj/

**ARU-the 29th International Jewelry Fair**
**Industry:** Jewelry
**Location:** Kazakhistan
**Date:** 09 – 12 December 2017
**Phone:** 007273137629
**Email:** kazexpo@kazexpo.kz
**Website:** www.kazexpo.kz

**China Homelife 2017**
**Industry:** Home Decoration
**Location:** Dubai
**Venue:** Dubai Fair Center
**Date:** 10 – 12 December 2017
**Phone:** 00905347741359
**Email:** expoizmirtr@gmail.com

**Directeur responsable:** Rabih Sabra
**Conseiller économique:** Roger Khayat
**Rédacteurs:** Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
**Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
**Maquette:** Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

**SANAYEH HEADQUARTER**
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb
**SIN EL FIL BRANCH**
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb
**JOUNIEH BRANCH**
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb
**BAAKLINE BRANCH**
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

# BUSINESS OPPORTUNITIES

**Company: Lotus Garment Co.**
**Activity:** Ready Garments
**Location:** Egypt
**Phone:** 002034246362
00201006962483
**Email:** etsgoldtexcompany@gmail.com

**Company: Pointrade**
**Activity:** Food & Beverages
**Location:** Egypt
**Phone:** 00201222231979
**Email:** amr.abougazi@pointrade.co
**Website:** www.pointrade.com

**Company: Control Engineering Company**
**Activity:** Cement, Gypsum and Reinforcement Steel
**Location:** Egypt
**Phone/Fax:** 0020222903349
**Email:** nashwa.taher@controleng.org
**Website:** http://www.controleng.org

**Company: Bridjes Directory 2017**
**Activity:** Construction
**Location:** London-U.K.
**Phone:** 0044 (0)79 0176 5917
0044 (0)20 7078 7648
**Email:** info@bridjes.com
omassoud@bridjes.com
**Website:** www.bridjes.com

**Company: Cross The Ocean International**
**Activity:** Trade transactions between Canadian companies and their counterparts
**Location:** Canada
**Phone:** 0015199910331
**Email:** info@xdonetwork.com
**Website:** www.xdonetwork.com

**Company: Ets.Goldex Company Ltd.**
**Activity:** Extra Virgin Olive Oil, Garlapeno Garlic Spread, Pomace Olive Oil and Table Olive Product
**Location:** West Africa
**Phone:** 0022892498967
**Fax:** 0022825651538
**Email:** etsgoldtexcompany@gmail.com

**Company: Society Nikolaos Orfanidis**
**Activity:** Amplifiers, Dishes & Cables
**Location:** Greece
**Phone:** 00302103607944
**Fax:** 00302103624643
**Email:** mistral@mistral.com.gr
**Website:** www.mistral.com.gr

**Company: Ioannis Kokkinos**
**Activity:** Greek Coffee
**Location:** Greece
**Phone:** 00306944207280
**Email:** kokkinosy@gmail.com

**Company: Bill Cost S.A.**
**Activity:** Women Garments
**Location:** Greece
**Phone:** 0030210996181112
**Fax:** 00302109927632
**Email:** f.kostaridis@billcost.gr
**Website:** www.billcost.gr

**Company: SKL Cotton Gins S.A.**
**Activity:** Agricultural Products
**Location:** Greece
**Phone:** 00302261027172
**Fax:** 00302261027165
**Email:** ptriantafyl@sklapanis.com
**Website:** www.skl.gr

**Company: SUMEC Machinery & Electric Co., Ltd.**
**Activity:** Machinery & Electric Products
**Location:** China
**Phone:** 008602584531710
**Fax:** 008602584523594
**Email:** jiafurong@sumec.com.cn
**Website:** www. sumec.com.cn

**Company: Zhangzhou Kehua Technology Co., Ltd.**
**Activity:** High-End Power Solution
**Location:** China
**Phone:** 008605962600000
**Fax:** 008605962895827
**Email:** intertrade@kehua.com
**Website:** www. kehua.com

**Company: Shamsi Dairies & Livestock Company**
**Activity:** Butter, Mozzarella Cheese, Cheddar Cheese, Desi Ghee.
**Location:** Pakistan
**Phone:** 0092 300 9242033
0092 345 2065639
**Email:** shamsidairies@gmail.com

**Company: A.A. Rice Processing Mills**
**Activity:** Rice Processing
**Location:** Pakistan
**Phone:** 00923232309430
**Email:** infoaaricemills@gmail.co
inquiryanm@gmail.com
**Website:** www.aaricemills.com

**Company: South Corporation (Chemcentre Group)**
**Activity:** Soapstone Talc used in Paint, Plastic, Paper, Rubber, Cosmetics, Ceramics & Pharmaceutical industries
**Location:** Pakistan
**Phone:** 009221 32213917 / 9
**Fax:** 009221 32637922
**Email:** mail@southcorp.com.pk
abdul.ghaffar@southcorp.com.pk
**Website:** www.chemcentre.com.pk

**Company: Fram Ville**
**Activity:** Fresh Fruits
**Location:** Thailand
**Phone:** 00 66 86 887 918
0066 2 102 1073
**Email:** info@thaifruitsvegetables.com
**Website:** www.thaifruitsvegetables.com

**Invest in Brazil**
**Activity:** Sugar & Ethanol Mill
Brazil-Lebanon Chamber of Commerce
Mr. Guilherme F. Mattar – Secretary General
**Phone:** 00551132621610
**Email:** sgr@ccbl.com.br

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

# Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان